

Une situation ignorée

**Documentation des massacres et des viols de masse
commis de 2016 à 2018 contre le
peuple autochtone Batwa dans la province du Tanganyika,
République démocratique du Congo**



Une situation ignorée

Documentation des massacres et des viols de masse
commis de 2016 à 2018 contre le
peuple autochtone Batwa dans la province du Tanganyika,
République démocratique du Congo

Initiative for Equality (IfE)

PO Box 1144, Rapid City, South Dakota 57709 USA

<https://www.initiativeforequality.org/>

avec la contribution de

L'équipe d'enquête, groupe interethnique composé de personnes sous la coordination d'une organisation de la société civile locale ; ils restent anonymes pour éviter la possibilité de représailles

Organisations membres du *Réseau Initiative for Equality* (RIFE), un réseau régional d'organisations en République démocratique du Congo (RDC), au Burundi et au Rwanda pour les droits du peuple Batwa

Membres du *Comité international de soutien pour les Batwa*, un comité mondial composé de personnes qui supportent le mouvement des droits des Batwa dans la région des Grands Lacs de l'Afrique

Une situation ignorée: Documentation des massacres et des viols de masse commis de 2016 à 2018 contre le peuple autochtone Batwa dans la province du Tanganyika, République démocratique du Congo

Rapport occasionnel (avril 2019)

Initiative for Equality (IfE)

<https://www.initiativeforequality.org/>

Éditrice

Deborah S. Rogers

Auteurs

Anonymous (auteurs qui restent anonymes à protégez-les des repréailles)

Deborah S. Rogers

Traducteurs

Temo Dias (Comité international de soutien pour le peuple Batwa)

Auteurs anonymes (des langues locales)

Crédits photographiques

Photo de la couverture: Enamiruwa Basimika Julien.

Montage de 3 parties (à partir de la gauche) : Mirindi

Félicien, Enamiruwa Basimika Julien, Batundi Hangi

Vicar

Remerciements

Nous remercions et honorons toutes les personnes de l'équipe d'enquête qui ont mis leur vie en danger de manière altruiste afin de rassembler ces informations et de les porter à l'attention du monde entier dans l'espoir que le conflit soit arrêté et que les survivants reçoivent les soins et l'assistance nécessaires. Nous attendons avec impatience le jour où ils pourront être nommés, remerciés et honorés publiquement.

Nous sommes extrêmement reconnaissants du soutien apporté par '*Urgent Action Fund-Africa*', qui a permis la réalisation de cette enquête sur le terrain.

Nous remercions particulièrement Temo Dias pour son excellent travail de traduction de ce rapport en français ; une grande partie du travail effectué tard dans la soirée durant des délais très serrés.

Remerciements, cont.

Un grand remerciement aux personnes suivantes pour leurs conseils utiles sur les questions sécuritaires lors de la publication du rapport : John Pettus (*Fiskkit*); et Mark Lattimer (*Ceasefire Centre for Civilian Rights* ; anciennement avec *Minority Rights Group International*).

Surtout, nous remercions les survivants de ces atrocités pour leur volonté d'engager avec nos enquêteurs. Ils ont partagé des informations et ont revisité la douleur de ces événements, au grand risque de leur propre bien-être, dans l'espoir qu'eux-mêmes et leurs proches recevront l'aide urgente, la justice, le respect, la dignité, les droits humains et la fin du conflit. Nous ne devons pas les laisser tomber.

Droits et autorisations

Ce document est un rapport de 'Initiative for Equality' (IfE) basé sur les contributions de partenaires sur le terrain. L'IfE ne garantit pas l'exactitude des données présentées dans ce document. Chaque contributeur détient les droits de publication ultérieure des documents qu'il a soumis. Le document peut être copié en tout, ou en partie, et mis à disposition pour des utilisations non commerciales, à condition qu'il soit correctement attribué.

Citations

Rogers, DS (éd). 2019. **Une situation ignorée: Documentation des massacres et des viols de masse commis de 2016 à 2018 contre le peuple autochtone Batwa dans la province du Tanganyika, République démocratique du Congo**. Rapport occasionnel, avril 2019 (Rapid City, South Dakota, États-Unis: Initiative for Equality).

Dévouement

Nous nous engageons à rechercher assistance et justice pour ces femmes, ces hommes ainsi que leurs familles par indignation profonde et par amour profond.

TABLE DES MATIÈRES

1	I. RÉSUMÉ
1	1.1. Alertes et réponses
1	1.2. Interventions de la société civile
2	1.3. Entrevues et données des survivants
2	1.4. Raisons des attaques
2	1.5 Génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre et épuration ethnique
2	1.6. Situation actuelle
2	1.7. Recommandations d'action
3	1.8. Appel à protection immédiate, assistance, modifications de politique et poursuites
4	II. INTRODUCTION
4	2.1 Alertes initiales et les réponses
4	2.2. Contexte du conflit
5	2.3. Interventions de la société civile
6	2.4. La situation actuelle
7	III. METHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE
7	3.1. Buts et objectifs
7	3.2. Localiser les survivants
7	3.3. Questions de sécurité et d'éthiques
7	3.4. L'équipe d'enquête

8	3.5. Durée de l'enquête
8	3.6. Données collectées
8	3.7. Difficultés rencontrées
9	IV. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE
9	4.1. Entrevues et données des survivants
10	4.2. Documentation des événements atroces spécifiques
14	4.3. Extraits d'entrevues
15	4.4. Documentation photographique
15	4.5 Statut et besoins des survivants
15	4.6. Les raisons pour les massacres, les viols de masse et d'autres atrocités
19	V. ANALYSE ET CONCLUSIONS
19	5.1. Vue d'ensemble des événements
20	5.2 Définitions du génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et de la purification ethnique
20	5.3. Raisons du conflit
21	5.4. Contributions à la compréhension de la situation de sécurité
22	5.5 Besoin de soins pour les survivants
22	5.6 Documentation supplémentaire nécessaire
23	5.7 Recommandations d'action
24	5.8. Appel à protection immédiate, assistance, modifications de politique et poursuites

TABLEAUX

10	Tableau 1. Personnes interrogées et classification des individus des quatre camps de déplacés
----	---

internes

- 12 Tableau 2. Événements atroces par date et lieu, avec données estimées
- 13 Tableau 3. Aperçu des viols et des morts des Batwa, province du Tanganyika, 2015-2018

FIGURES

- 11 Figure 1. Carte de la province du Tanganyika, montrant l'emplacement des événements atroces

ANNEXES

- 25 Annexe 1 : Chronologie des atrocités commises contre des Batwa dans la province du Tanganyika



Encore une fois, l'humanité peut soit ignorer les signes précurseurs, ou de prendre les mesures coûteuses, risquées et politiquement difficiles nécessaires pour prévenir la violence génocidaire. Cette fois, c'est peut-être les peuples les plus anciens de la planète qui sont menacés. Nous exhortons les dirigeants régionaux, nationaux et la communauté mondiale à prêter attention, à envisager toutes les options, à fournir le soutien nécessaire et à prendre des mesures prudentes, mais urgentes, pour protéger la survie, le bien-être et les droits du peuple Batwa en République Démocratique du Congo et plus loin.

I. RÉSUMÉ

1.1. Alertes et réponses

Dans le sud-est de la République Démocratique du Congo (RDC), un massacre a tué environ 600 personnes Batwa le 13 et 14 janvier 2017 près de Moba, dans la province du Tanganyika. En outre, quelque 1 600 femmes, filles inclus, ont été violées au cours d'attaques violentes, avec plus de 40 décédées quelques semaines à la suite de la brutalité dû au manque de soins médicaux.

Bien que les personnes sur le terrain aient pu nous informer deux jours après ces événements, nous n'avons pas pu obtenir le genre de détails nécessaires pour documenter le massacre. Selon des informations parues dans la presse, quelque chose de grave aurait été commis, faisant état de 24 morts, sans avoir toutefois fourni plus de détails. Apparemment, au cours des 15 mois qui ont suivi, une enquête officielle de la MONUSCO aurait été menée mais a été supprimée. Des informations supplémentaires ont été recueillies par des groupes de la société civile travaillant en collaboration avec des membres de la communauté Batwa, malheureusement le processus de documentation de ce qui s'était réellement arrivé était terriblement lent face au silence des officiels, aux préoccupations de sécurité dans la zone du conflit et au manque d'intérêt des médias.

En attendant, d'autres massacres d'envergures et de nombreux viols massifs de femmes Batwa ont été révélés dans la province du Tanganyika, ce qui a déclenché l'alarme, indiquant qu'il s'agissait d'une série d'attaques visant à éliminer la population Batwa dans cette région de la RDC. S'agissait-il d'un génocide officiel ?

1.2. Interventions de la société civile

En avril 2018, plusieurs partenaires de notre réseau de la région des Grands Lacs africains se sont rendus au siège de l'ONU à New York pour demander de l'aide, armés de descriptions de certains de ces massacres et viols de masse. Nous avons rencontré le rapporteur spécial des Nations Unies pour les droits des peuples indigènes et lui avons remis une pétition de notre réseau régional Batwa réclamant une enquête approfondie. Nous avons également rencontré le chef d'équipe de la MONUSCO (force de maintien de la paix de l'ONU pour la RDC) au département des opérations de maintien de la paix de l'ONU

Alarmés par les nouvelles informations faisant état de ces atrocités à grande échelle contre les Batwa et frustrés par le manque d'action officielle, certains membres de notre réseau ont initié une mission d'évaluation et de documentation des cas de violations graves des droits humains et de massacres

dans la province du Tanganyika. Après de nombreux délais causés par un manque de financement, les problèmes de sécurité persistants et les nouvelles violences avant les élections nationales, la mission a finalement eu lieu en janvier 2019.

1.3. Entrevues et données des survivants

L'équipe d'enquête a pu localiser et rassembler des informations auprès de plus de 239 personnes entre le 10 et le 30 janvier. Ces personnes se trouvaient dans des camps de déplacés internes, après avoir fui les lieux d'atrocités. Toutes les personnes interrogées appartenaient au groupe ethnique Batwa.

Des atrocités ont été commises à sept reprises où l'équipe d'enquête a tenté de rassembler des documents. Elle s'est déroulée sur une période de 13 mois, du novembre 2016 au novembre 2017, dans la province du Tanganyika, RDC. Ces sept événements ont entraîné la mort d'environ 1 110 Batwa. En plus de plusieurs autres événements de ce type dehors de cette période limitée dans la même région, nous sommes relativement certains que plus de 1 961 d'hommes, de femmes et d'enfants Batwa sont décédés, avec plus de 2 110 viols commis, principalement des filles et des femmes, entre 2015 et 2018.

Parmi les personnes rencontrées dans les camps de déplacés internes ayant survécu à ces atrocités, plus de 456 ont été identifiées comme ayant des besoins urgents pour des soins médicaux et psychosociaux pour leurs blessures et traumatismes. Selon nous, les chiffres ci-dessus constituent une sous-estimation en raison de l'extrême difficulté à recueillir ces informations.

1.4. Raisons des attaques

Des entretiens approfondis menés des deux côtés du conflit ont révélé de nombreuses raisons aux attaques. Elles peuvent être résumées dans trois catégories:

(1) Les préjugés des peuples Bantous (agriculteurs qui ont émigré dans la région au fil des siècles) contre les Batwa (chasseurs-cueilleurs qui vivaient dans la forêt depuis des temps immémoriaux), entraînant la discrimination, l'exploitation, la déshumanisation (y compris la fétichisation sexuelle), la violence et la peur;

(2) L'absence d'un système de sécurité, l'état de droit et d'accès à la justice dans la province du Tanganyika, entraînant une intensification au cycle d'attaques, de peur, de légitime défense préventive et de vengeance; et

(3) Le contexte économique général d'exploitation et d'extraction, où l'agression militariste, l'expropriation de terres et le trafic de ressources sont largement récompensés, alors que la majorité des citoyens croupissent dans une extrême pauvreté.

1.5 Génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre et épuration ethnique

Selon les définitions fournies par le Bureau de la prévention du génocide de l'ONU, les atrocités répertoriées par notre enquête peuvent probablement être qualifiées de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et peut-être de épuration ethnique (qui est encore moins bien définie). Les actes spécifiques qui semblent répondre à ces définitions incluent:

- L'utilisation du viol comme arme de guerre;
- L'enlèvement d'enfants Batwa par d'autres groupes ethniques pour les utiliser en temps de gardiens, des domestiques et des bergers;
- Le traitement abusif de ces enfants et adolescents Batwa;
- Le recours à la torture et au démembrement pour terroriser la population Batwa; et
- Le meurtre préventif et délibéré à grande échelle.

1.6. Situation actuelle

La situation reste alarmante encore aujourd'hui. Au cours des six derniers mois de 2018, des affrontements intercommunautaires dans la province du Tanganyika auraient fait 558 morts, 259 blessés, des milliers de personnes déplacées et des milliers de femmes violées. Près de 500 000 personnes de la province du Tanganyika ont été forcées de fuir leur domicile à l'égard des graves violences et assassinats au cours des 15 derniers mois, la majorité dans les régions de Kalemie et Nyunzu.

1.7. Recommandations d'action

Reposer sur les résultats de ce rapport, les recommandations suivantes ont été formulées:

1. Fournir un soutien psychosocial, médical, économique et juridique immédiat à toutes les victimes de ces violations graves, y compris celles qui se trouvent dans les camps de déplacés internes et dans les villages, ainsi que faciliter leur réintégration dans leurs communautés respectives.
2. Lancer une enquête complémentaire afin de collecter des données supplémentaires plus précises.
3. Enquêter sur l'enlèvement d'enfants Batwa de leurs familles, sur les traitements ultérieurs y compris les viols et les meurtres, et élaborer et appliquer des politiques visant à empêcher ces occurrences.
4. Mettre en place un mécanisme de communication, de suivi et de partage d'informations sur les violations graves des droits humains dans la province du Tanganyika. De plus, assurer le renforcement des capacités des observateurs de la protection civile dans toute la province.
5. Financer et mettre en œuvre une véritable approche de consolidation de la paix à la base pour transformer les conflits intercommunautaires sur le terrain et progresser vers une cohabitation pacifique.
6. Diffuser les instruments juridiques aux différents acteurs mandatés aux niveaux local, régional, national et international afin d'expliquer les rôles fondamentaux.
7. Prôner auprès des institutions compétentes pour assurer la sécurité immédiate des victimes de violences ayant signalé ces cas.

1.8. Appel à protection immédiate, assistance, modifications de politique et poursuites

Cette enquête et ce rapport justifient une réponse urgente après avoir fourni suffisamment de documents pour conclure à des crimes génocidaires contre le peuple Batwa dans la province du Tanganyika, en République démocratique du Congo. Le besoin susmentionné pour des enquêtes et des documents supplémentaires ne dispense pas les autorités de leur responsabilité d'agir immédiatement pour :

1. Protéger la vie et le bien-être des survivants et des victimes dans les camps de déplacés internes et les villages ciblés, ainsi que d'autres personnes susceptibles d'être visées à l'avenir ;
2. Fournir tous les soins et l'assistance nécessaires pour rétablir la santé physique, la force émotionnelle, la dignité humaine et un moyen de subsistance raisonnable pour ces personnes qui ont été brutalement attaquées et terrorisées
3. Modifier le contexte général en adoptant et en appliquant des politiques nationales et internationales qui valorisent et protègent la vie et les droits des Batwa indigènes vivant dans cette région. De plus, de modifier les conditions économiques afin qu'elles ne créent plus de détresse et n'encouragent plus l'expropriation de terres qui peuvent conduire à de telles attaques ; et
4. Demander la justice pour les victimes et dissuader de futures attaques en poursuivant les auteurs de ces atrocités.

~~~~~

*Ainsi, près de 60 ans après la mort de Patrice Lumumba et de Dag Hammarskjöld, l'ex-région du Katanga est à nouveau au bord d'un cataclysme très meurtrier. Au niveau local, les gens déplorent que ce conflit soit une crise oubliée. Les chances de paix sont très incertaines avec l'avenir des peuples indigènes Batwa et Bambuti, inquiétant. La communauté mondiale doit cesser de regarder ailleurs, les institutions internationales doivent honorer leurs mandats et le gouvernement national congolais doit accorder la priorité au bien-être de sa population. Il faut mettre fin au conflit désastreux, non pas par des interventions militaires, mais en contournant la corruption économique et politique qui permet, incite et perpétue cette brutalité génocidaire.*

## II. INTRODUCTION

### 2.1 Alertes initiales et les réponses

Dans le sud-est de la République Démocratique du Congo (RDC), un massacre a tué environ 600 personnes Batwa<sup>1</sup> le 13 et 14 janvier 2017 près de Moba, dans la province du Tanganyika<sup>2</sup>. En outre, quelque 1 600 femmes, filles inclus, ont été violées au cours d'attaques violentes, avec plus de 40 décédées quelques semaines à la suite de la brutalité dû au manque de soins médicaux.

Bien que les personnes sur le terrain aient pu nous informer deux jours après ces évènements, nous n'avons pas pu obtenir le genre de détails nécessaires pour documenter le massacre. Selon des informations parues dans la presse<sup>3</sup>, quelque chose de grave aurait été commis, faisant état de 24 morts, sans avoir toutefois fourni plus de détails. Il a été indiqué que le Représentant spécial adjoint des Nations Unies, David Gressly, avait prévu de se rendre sur le site.

Au cours des 15 mois qui ont suivi, une enquête officielle de la MONUSCO aurait été menée, mais elle aurait été réprimée, probablement en raison des préoccupations suscitées par les pressions du gouvernement congolais. Les autorités nationales n'auraient eu aucun intérêt à mettre en évidence le massacre dans le contexte de la préparation controversée des élections nationales que le président de l'époque, Joseph Kabila, tentait d'empêcher. Des informations supplémentaires ont été recueillies par des groupes de la société civile travaillant en collaboration avec des membres de la communauté Batwa, mais le processus de documentation de ce qui s'était réellement passé était terriblement lent face au silence officiel, aux préoccupations de sécurité dans la zone du conflit et au manque d'intérêt des médias. Entre-temps, d'autres massacres à grande échelle et de nombreux viols de masse<sup>4</sup> de Batwa ont été révélés dans la province du Tanganyika, ce qui a déclenché l'alarme.

### 2.2. Contexte du conflit

Les vastes régions des Grands Lacs de l'Afrique a été dévastée par les conflits au cours des trois dernières décennies. Initialement précipités par les événements qui ont conduit au génocide de 1994 au Rwanda, ces conflits ont entraîné des morts estimées à plus de 6 millions<sup>5</sup>. En 2018, le HCR estimait qu'il y avait 4,4 millions de personnes déplacées à l'intérieur de la République Démocratique du Congo, ainsi que 620 000 réfugiés congolais dans les pays voisins<sup>6</sup>. Le Burundi a également connu des exécutions

---

<sup>1</sup> Une partie de l'ancienne province du Katanga, encore appelée 'ex-Katanga' par de nombreux habitants

<sup>2</sup> Le peuple batwa, également appelé Twa, et le très proche Bambuti, également appelé Mbuti, sont également souvent désignés par l'ancien terme «Pygmées» (ressenti par certains comme étant péjoratif). Tout au long de ce rapport, nous utilisons le terme «Batwa» pour désigner à la fois les Batwa et les Bambuti, sauf dans le cas de citations directes. Les tribus non indigènes sont collectivement appelées «Bantous» et sont souvent identifiées par leur nom tribal spécifique (principalement Luba ou Baluba, et Tabwa ou Batabwa).

<sup>3</sup> <http://www.rfi.fr/afrique/20170116-rdc-lourd-bilan-affrontements-entre-pygmees-bantous-tanganyika>

<sup>4</sup> <https://www.initiativeforequality.org/fieldreports/>

<sup>5</sup> <https://www.caritas.org/2010/02/six-million-dead-in-congos-war/>

<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC2223004/>

<sup>6</sup> <https://www.unhcr.org/en-us/statistics/unhcrstats/5b27be547/unhcr-global-trends-2017.html>

extrajudiciaires à motivation politique et des violations des droits humains, ce qui était récemment l'objet de plusieurs enquêtes de l'ONU.<sup>7</sup>

La province du Tanganyika, une partie de l'ancienne province du Katanga, est une région extrêmement riche en minéraux qui a subi plusieurs conflits<sup>8 9</sup>. Diverses factions luttent pour le contrôle de la richesse depuis le début des années 1960 (peut-être même avant), ce qui a entraîné de multiples conflits - notamment une tentative de sécession et le décès du secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld, alors qu'il arrivait pour négocier la fin de la guerre civile liée à l'exploitation minière<sup>10</sup>.

Dans ce contexte plus large, un groupe mérite une attention particulière. Le peuple indigène Batwa, anciens habitants des forêts du bassin du Congo, a été l'objet d'expropriation massifs de leurs terres, des violations des droits humains, de violences sexuelles et d'assassinats au cours des trois dernières décennies. Les Batwa, dont la population régionale est estimée à environ 1 million d'habitants, sont spécifiquement visés pour plusieurs raisons. Ils détiennent les droits fonciers traditionnels de toute la région en vertu du droit international<sup>11</sup>, qui sont convoités par d'autres groupes ethniques et acteurs économiques pour la richesse de leurs minéraux et de leur bois. En outre, elles sont souvent considérées par les tribus voisines comme étant des êtres sous-humains en raison de différences culturelles et physiques. Les femmes Batwa sont souvent fétichisées par la conviction que des relations sexuelles avec elles protégera la santé et la vie d'un homme<sup>12</sup>.

Au cours des trois dernières années, la situation des Batwa dans la province du Tanganyika s'est considérablement détériorée. Bien que les relations entre Batwa et Bantou aient été tendues bien avant la colonisation, le conflit entre les Batwa et les Luba dans la province du Tanganyika (l'ancien Katanga) s'est intensifié en 2013 dans les territoires de Manono, Kabalo, Nyunzu, Moba et Kalemie; toutes les zones très sous-développées. Le conflit a ensuite éclaté violemment autour de Manono mi-2016. Des massacres de plusieurs centaines de Batwa, ainsi que des viols de masse, des actes de torture, des incendies de maison et des meurtres individuels, nous ont été rapportés de partout dans la province. Dans certains territoires, plus de 80% de la population, y compris les Batwa et les Bantous, ont été déplacés vers la ville de Kalemie, fuyant le conflit et leurs villages d'origine occupés par des milices commettant les massacres.

### **2.3. Interventions de la société civile**

En avril 2018, plusieurs partenaires de notre réseau de la région des Grands Lacs africains<sup>13</sup> se sont rendus au siège de l'ONU à New York pour demander de l'aide, armés de descriptions de certains de ces massacres et viols de masse. Nous avons rencontré le rapporteur spéciale des Nations Unies pour les

---

<sup>7</sup> <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/ColBurundi/Pages/ColBurundi.aspx>

<sup>8</sup> <https://www.theguardian.com/global-development/2014/jan/30/drc-democratic-republic-congo-katanga-humanitarian-catastrophe-un>

<sup>9</sup> <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/democratic-republic-congo/katanga-tensions-drcs-mineral-heartland>

<sup>10</sup> <https://www.theguardian.com/world/2019/jan/12/former-raf-pilot-shot-down-un-chief-dag-hammarskjold-1961-plane>

<sup>11</sup> <https://www.un.org/development/desa/indigenoupeoples/declaration-on-the-rights-of-indigenous-peoples.html>

<sup>12</sup> <https://www.refworld.org/pdfid/4bf389f82.pdf>

<sup>13</sup> Initiative for Equality (IfE) est un réseau mondial de chercheurs et de militants qui luttent contre les inégalités sociales, économiques et politiques. Notre réseau dans la région des Grands Lacs africains, appelé Réseau Initiative for Equality (RIFE), regroupe 18 organisations partenaires formelles et de nombreux partenaires informels, dont plusieurs ont contribué à ce rapport, et tous qui sont restés ici sans nom pour leur sécurité.

droits des peuples indigènes et lui avons remis une pétition de notre réseau régional Batwa réclamant une enquête approfondie. Nous avons également rencontré le chef d'équipe de la MONUSCO (force de maintien de la paix de l'ONU pour la RDC) au département des opérations de maintien de la paix de l'ONU, qui nous a dit qu'il était au courant des meurtres mais que ses mains étaient liées, car le gouvernement de la RDC était primé à supprimer la MONUSCO<sup>14</sup>.

Alarmés par les nouvelles informations faisant état de ces atrocités à grande échelle contre les Batwa et frustrés par le manque d'action officielle, certains membres de notre réseau ont initié une mission d'évaluation et de documentation des cas de violations graves des droits humains et de massacres dans la province du Tanganyika. Après de nombreux délais causés par les problèmes de sécurité persistants et les nouvelles violences avant les élections nationales, la mission a finalement eu lieu en janvier 2019. L'enquête a été ouverte dans le but de documenter ces massacres et viols de masse, clarifier la situation en matière de sécurité, investiguer une menace existentielle au Batwa de la province du Tanganyika et évaluer les besoins urgents des victimes et des survivants touchés.

Le reste de ce rapport décrit la mission, nos apprentissages, notre analyse de la situation et des recommandations pour une action requise. Les objectifs, la méthodologie et l'équipe d'enquête sont décrits dans la '*Section III. Méthodologie d'investigation*' de ce rapport. Les résultats détaillés et les conclusions de l'enquête sont présentés à la '*Section IV. Résultats de l'enquête*' ainsi que dans '*l'Annexe 1. Chronologie des atrocités commises contre des Batwa dans la province du Tanganyika*'. Les résultats sont ensuite analysés, des conclusions sont tirées et des recommandations sont formulées dans la '*Section V. Analyse et conclusions*'.

#### **2.4. La situation actuelle**

La situation reste alarmante encore aujourd'hui. Au cours des six derniers mois de 2018, des affrontements intercommunautaires dans la province du Tanganyika auraient fait 558 morts, 259 blessés, des milliers de personnes déplacées et des milliers de femmes violées. Près de 500 000 personnes de la province du Tanganyika ont été forcées de fuir leur domicile à cause de graves violences et d'assassinats au cours des 15 derniers mois, la majorité dans les régions de Kalemie et Nyunzu. Près de 85% des personnes vivant dans les camps de déplacés internes que l'équipe d'enquête a visité n'ont pas accès à de l'eau potable ni à des soins médicaux adéquats, avec 80% sans latrines. La plupart des habitants des camps sont sans abri – ayant seule une moustiquaire ou une bâche.

Ainsi, près de 60 ans après la mort de Patrice Lumumba<sup>15</sup> et de Dag Hammarskjöld, l'ex-région du Katanga est à nouveau au bord d'un cataclysme très meurtrier. Au niveau local, les gens déplorent que ce conflit soit une crise oubliée. Les chances de paix sont très incertaines avec l'avenir des peuples indigènes Batwa et Bambuti, inquiétant. La communauté mondiale doit cesser de regarder ailleurs, les institutions internationales doivent honorer leurs mandats et le gouvernement national congolais doit accorder la priorité au bien-être de sa population. Il faut mettre fin au conflit désastreux, non pas par des interventions militaires, mais en contournant la corruption économique et politique qui permette, incite et perpétue cette brutalité génocidaire.

---

<sup>14</sup> Communication personnelle; UN HQ, 19 April 2018

<sup>15</sup> <https://www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2011/jan/17/patrice-lumumba-50th-anniversary-assassination>

### **III. METHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE**

#### **3.1. Buts et objectifs**

Le but finale de cette enquête était de retrouver les moyens de mettre fin aux massacres, violations et atrocités perpétrés contre des filles, femmes, garçons et hommes batwa. Le focus est mis particulièrement sur la province du Tanganyika de la RDC, et en général sur la région de l'est et du sud-est du pays.

Les objectifs immédiats de cette enquête étaient les suivants :

1. identifier des atrocités particulières (viols de masse, massacres, charniers criminels)
2. mettre à jour la compréhension de la situation sécuritaire dans la province du Tanganyika
3. identifier les victimes de viol et d'autres violences et / ou les survivants des massacres
4. évaluer les besoins des victimes de violations des droits humains et des victimes de viols de masse et de massacres
5. déterminer les origines du conflit
6. donner des conseils pour des interventions éventuelles pour mettre fin à de telles attaques

#### **3.2. Localiser les survivants**

Pour localiser les survivants, l'équipe d'enquête a collaboré avec des personnes familières aux communautés attaquées et ont contactés des groupes de déplacés internes vivant dans des camps après les attaques. Les entretiens ont eu lieu dans des camps de déplacés internes, où de nombreux villageois batwa sont fuis après les attaques. Les autres lieux d'intérêts seront examinés à la section IV (Résultats).

#### **3.3. Questions de sécurité et d'éthiques**

Les préoccupations sécuritaires et d'éthiques liées au caractère sensible de cette enquête étaient primordiales durant la formation des membres de l'équipe d'enquête. Les objectifs principaux de sécurité consistaient à mener une enquête sans attirer l'attention des auteurs de violence ni de leurs complices, à préserver la confidentialité des identités de l'équipe d'enquête et des identités des victimes ayant consenti à être interrogées. Les préoccupations éthiques consistaient à mener les entretiens afin de minimiser les traumatismes subis au par des victimes, à respecter leur volonté de parole, à préserver la confidentialité de leur identité et à ne leur offrir que des espoirs réalistes d'interventions possibles.

#### **3.4. L'équipe d'enquête**

L'équipe d'enquête était composée de trois hommes et de trois femmes, les groupes ethniques Batwa et Bantu étant représentés. L'équipe a fonctionné avec le soutien technique d'un un consultant expérimenté chargé de développer des outils pour collecter les données, d'entraîner les techniques de collecte de données, se souligner les normes et normes éthiques pour la collecte de données et de sécuriser les informations fournies par les victimes ; ainsi que prendre des photos et des vidéos. Étant donné que des officiels locaux et les membres des forces armées pourraient être complices aux atrocités, l'enquête a été menée en secret et il n'a pas été possible de demander une autorisation.

### **3.5. Durée de l'enquête**

L'enquête a été menée sur une période de 21 jours, du 10 au 30 janvier 2019. Initialement, elle avait été planifiée d'être mis à pied novembre et décembre 2018, mais en raison des problèmes sécuritaires et des problèmes liés aux élections nationales en cours en RDC, l'équipe a repoussé la mission jusqu'en janvier 2019.

### **3.6. Données collectées**

Les données prévus à être collectées par l'équipe d'enquête comprenaient :

- La localisation et l'identification des survivants d'attaques de masse dans la province du Tanganyika au cours des 36 mois précédents
- Des détails sur les attaques, notamment :
  - leurs raisons
  - leurs emplacements
  - leurs déroulement
  - le nombre et l'âge des personnes tuées, violées ou autrement blessées
  - les groupes ethniques impliqués
  - les impacts sur les personnes et les communautés
  - déplacement provoqué par des attaques
  - les conséquences des attaques
- L'emplacement et statut des preuves matérielles, telles que les charniers criminels
- Des photos de preuves matérielles, y compris des fosses communes, des corps et de sévères blessures
- Les entretiens personnels avec des survivants
- La santé actuelle et les besoins des victimes interrogées

Les données audio et visuelles (vidéos et images) ont été collectées à l'aide d'un appareil photo numérique de marque NIKON et d'un téléphone portable Android Techno Y2. D'autres données ont été collectées sur des feuilles de données, utilisées pour organiser les contributions des groupes de discussion et les entretiens individuels avec les membres des communautés. Les photos prises le 05 novembre 2017, correspondant au jour d'un massacre particulier contenant un charnier criminel, ont été accédés.

### **3.7. Difficultés rencontrées**

Au cours de la mission, nous avons été confrontés avec plusieurs difficultés en raison de la nature politiquement sensible de l'enquête, du traumatisme subi par les survivants, des risques sécuritaires, auxquels ils sont toujours exposés, et du conflit en cours dans la région.

Notre accès aux données était limité, car les membres du gouvernement provincial ne voulaient pas parler de viols en masse, de massacres ni de charniers; par conséquent, de nombreuses autres personnes ont refusé de coopérer avec l'enquête afin d'éviter de contrarier ces fonctionnaires. En outre, de nombreuses victimes craignaient de fournir de l'information pour des raisons légales, étant donné que des autorités gouvernementales sont citées parmi les personnes impliquées dans les massacres. Les victimes et survivants avaient peur d'être poursuivies par les auteurs de violence ou des autorités complices, soupçonnées d'être à l'origine de ces atrocités.

Un autre problème était lié à l'effet des entretiens précédents. Beaucoup de survivants interrogés par d'autres organisations ont été extrêmement déçus aux résultats des entretiens précédents, comme qu'elles ont débouchées sur aucune assistance ni solutions possibles. Cela a dissuadé certaines victimes de décrire à nouveau les situations vécues pendant la crise.

Un autre obstacle majeur était l'augmentation de l'insécurité dans la région. En raison de barrages routiers illégalement établis par des groupes armés et des milices, la province a eu un accès limité dans de nombreuses zones. Pour en citer que quelques-unes, cela inclut les zones situées à plus de 60 km de la ville de Kalemie, notamment les axes KALEMIE-NYUNZU, KALEMIE-KABALO et KALEMIE-MANONO. Ces régions sont accessibles que par voie aérienne pour les organisations affiliées à Eco Flight, UNAS et MONUSCO. Les déplacements en train sont également très risqués dans ces régions car il existe des groupes de milices à plusieurs endroits le long du chemin de fer.

## **IV. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE**

### **4.1. Entrevues et données des survivants**

L'équipe d'enquête a pu localiser et recueillir de l'information auprès de plus de 239 personnes entre le 10 et le 30 janvier. Ces personnes se trouvaient dans quatre camps de déplacés internes, où ils se réfugient après avoir fui les lieux d'atrocités (décrit ci-dessous). Toutes les personnes interrogées appartenaient au groupe ethnique Batwa (également connu sous les noms de Twa, Bambuti, Mbuti ou Pygmée).

Ces individus ont fourni des informations de deux manières : par des entretiens détaillés faites individuellement ou en groupe, et en fournissant des données en se permettant d'être classées dans des catégories selon les groupes de survivants. Le *tableau 1* récapitule l'information recueillie, indiquant le nombre d'individus soit interrogés (individuellement ou en groupe), ou s'autorisant à être classés en groupes (victimes de viols, victimes de massacres) dans chacun des quatre camps de déplacés internes. Notez que les deux nombres - nombre total d'interviewés et nombre total fournissant des données - ne peuvent pas être calculés pour trouver une somme totale, en raison que beaucoup de ceux qui ont fourni des données ont également été interrogés.

Le plus grand nombre d'entretiens détaillés ont eu lieu au camp B, et le plus grand nombre de personnes classées en groupes était celui de camp A. Seulement 2 personnes étaient disposées à se faire interviewer au camp C, et aucune n'était disposée à parler au camp D, peur des représailles et en méfiance à l'égard des conséquences du processus d'entretien.

Dans le camp A, 140 personnes, dont 60 femmes (victimes de violences sexuelles) et 80 hommes (survivants de massacres), ont été interrogées. Parmi eux, 8 entretiens individuels ont été organisés, dont 5 étaient avec des hommes et 3 étaient avec des femmes.

**Tableau 1. Personnes interrogées et classification des individus des quatre camps de déplacés internes**

| CAMPS DE DÉPLACÉS INTERNES | # Femmes interviewés individuellement | # Hommes interviewés individuellement | # Femmes interviewées en groupe | # Hommes interviewés en groupe | TOTAL # interviewé en détail | Données des Femmes survivantes de massacres | Données des Hommes survivantes de massacres | Données des Femmes survivantes de viols | Données des Hommes survivantes de viols | TOTAL # Fourniture de données |
|----------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------|--------------------------------|------------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------|-------------------------------|
| A                          | 3                                     | 5                                     | 10                              | 5                              | 23                           | 30                                          | 80                                          | 60                                      | 4                                       | 174                           |
| B                          | 10                                    | 3                                     | 17                              | 15                             | 45                           | 12                                          | 22                                          | 29                                      | 0                                       | 63                            |
| C                          | 2                                     | 0                                     | 0                               | 0                              | 2                            | 0                                           | 0                                           | 2                                       | 0                                       | 2                             |
| D                          | 0                                     | 0                                     | 0                               | 0                              | 0                            | 0                                           | 0                                           | 0                                       | 0                                       | 0                             |
|                            |                                       |                                       |                                 |                                | <b>TOTAL D'INTERVIEWÉS:</b>  |                                             |                                             |                                         | <b>TOTAL DES DONNÉES FOURNISSANTES:</b> | <b>239</b>                    |
|                            |                                       |                                       |                                 |                                |                              |                                             |                                             |                                         |                                         | <b>70</b>                     |

Dans le camp B, qui hébergeait environ 800 personnes déplacées de Nyunzu, Manono et Miswaki, une somme de 45 personnes ont été contactées. Parmi celles-ci se trouvaient 29 femmes (victimes de violences sexuelles) et 22 hommes ( survivants de massacres brutaux de peuples indigènes). Treize entretiens individuels ont été organisés avec 10 femmes et 3 hommes, tandis que 32 entretiens en groupe ont été organisés avec les hommes et les femmes rencontrés dans le camp.

Dans les Camps C et D, il y avait environ 1 300 personnes, dont 600 étaient des femmes, 300 des hommes, 250 des filles et 150 des garçons, enfants compris. En raison du traumatisme subi par les déplacés internes à la suite des attaques et par le fait que les autorités locales et d'autres organisations (avant notre enquête) n'ont pas fourni des soins pour les cas vulnérables, la plupart des personnes contactées ont eu peur de partager des informations sur le sujet. En conséquence, seulement deux femmes ont décidé de parler avec nous individuellement.

#### 4.2. Documentation des événements atroces spécifiques

Des atrocités ont eu lieu au cours de sept événements spécifiques, desquels l'équipe d'enquête a tenté de rassembler des documents. Ces sept événements se sont développés sur une période de 13 mois, du novembre 2016 au novembre 2017. Tous se sont déroulés dans la province du Tanganyika, en République démocratique du Congo (également appelée 'ex-Katanga' et anciennement connue sous le nom de 'province du Katanga' ou simplement du 'Katanga'). Voir la *figure 1* pour une carte de la province du Tanganyika et les emplacements des sept événements atroces.

Le *tableau 2* récapitule les sept événements d'atrocité documentés. Notamment incluse dans le tableau est une brève description du lieu et de l'événement, les estimations les plus précises du nombre d'hommes et de femmes touchés (violées, tués ou gravement blessés) et du nombre total de personnes tuées. De plus, il y contient des notes brèves sur ce qui s'est passé, les issues et les difficultés à obtenir de la documentation. Tous les individus documentés comme étant violés ou tués appartenaient au groupe ethnique Batwa.



Figure 1. Carte de la province du Tanganyika, montrant l'emplacement des événements atroces



Chacun des événements atroces du novembre 2016 au novembre 2017 est listé, résumé, puis décrit plus en détail dans la *Annexe 1 : Chronologie des atrocités commises contre des Batwa dans la province du Tanganyika*. La chronologie inclut également d'autres événements qui se sont produits de 2013 à 2018 qui n'ont pas été couverts par cette étude. Nous spécifions clairement nos sources dans la chronologie, bien que nous retenions des noms pour protéger certains enquêteurs.

Les informations contenues dans la chronologie qui proviennent de l'enquête comprennent principalement des informations de première main sur des événements vécus ou observés par les personnes interrogées. Une grande partie de l'information provenant d'autres sources a été obtenue directement des survivants, des membres de leur famille ou d'autres membres de la communauté, peu après l'événement. Dans certains cas, des informations avaient été obtenues méthodiquement lors d'enquêtes précédentes pour recueillir les noms des personnes violées et/ou tuées en discutant avec des personnes de leurs communautés. Dans d'autres cas, les informations ont été obtenues auprès de médias, qui ont déclaré que leurs informations provenaient des forces multilatérales de maintien de la paix (MONUSCO), d'autres agences des Nations Unies telles que BCHA (OCHA), ou d'entretiens avec des personnes locales possédant des connaissances de première main, telles que des médecins.

**Tableau 2. Événements atroces par date et lieu, avec données estimées**

| ATROCITÉ ÉVÉNEMENTS ET RESULTATS DE LA PROVINCE DE TANGANYIKA                                                                                      | # FEMMES                 | # HOMMES                  | NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AFFECTÉES | NOMBRE TOTAL DE PERSONNES TUÉES | REMARQUES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|---------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| a) 05-06 novembre 2016 (Miswaki) - Plus de 321 morts, enterrés dans une fosse commune                                                              | 108                      | 213                       | 321                                 | 321                             | Plus de 300 personnes pygmées ont été rapportées enterrées dans une fosse de MISWAKI                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| b) Autour du 9 janvier 2017 (territoires de Manono et Kabalo; Pweto et Kabwelo) - massacres des enfants (domestiques, garde-bébé et garde bétails) | 230 femmes et 615 filles | 118 hommes et 628 garçons | 1591                                | inconnu                         | Les familles touchées se sont réfugiées dans 11 camps de personnes déplacées et environ 230 familles d'accueil, et ne sont que maintenant en train de commencer à revenir.                                                                                                                                                                                                                               |
| c) 13-14 janvier 2017 (près de Moba; Maseba) - 600 Batwa tués, 1600 femmes et filles violées                                                       | 1780                     | 420                       | 2200                                | 600                             | les femmes Batwas ont été violées systématiquement par les Bantous pour la recherche de puissance selon les personnes contactées dans les camps des déplacées. La plupart des cas des victimes des femmes et filles violées ont été violées par les groupes de milices Bantous, les éléments de FARDC, les autorités locales ainsi que les civiles.                                                      |
| d) 4 juillet 2017 (camp de personnes déplacées de Lukwangulu, près de Kalemie) - 189 Pygmées tués                                                  | 112                      | 77                        | 189                                 | 189                             | Les Batwas ont été tués par les Bantous après avoir violées leurs femmes et filles qu'ils utilisaient comme domestiques, garde-bébé et bergers                                                                                                                                                                                                                                                           |
| e) 16 octobre 2017 (Nord Lukuga sur le territoire de Nyunzu) - 187 cas de violence sexuelle                                                        | 184                      | 3                         | 187                                 | inconnu                         | au cours de la période d'octobre 2017, 187 cas des victimes des violences sexuelles ont été identifiées et rapportées. La plupart d'elles n'ont pas eu accès aux services de prise en charge médicale, psychosociale ou juridique. Certaines vivent avec des problèmes de fistules qui nécessitent des interventions chirurgicales. On ne sait pas combien, le cas échéant, de ces victimes sont mortes. |
| f) 5 novembre 2017 (près de Moba) - violences sexuelles contre plus de 263 femmes et filles                                                        | 263                      | 0                         | 263                                 | inconnu                         | Le 5 novembre 2017, près d'un an après le grand massacre, plus de 263 femmes et filles batwa ont de nouveau été victimes de violences sexuelles perpétrées par les Bantous. On ne sait pas combien, le cas échéant, de ces victimes sont mortes.                                                                                                                                                         |
| g) 15 novembre 2017 (Miswaki) - Assassinats commis par Baluba dans le groupe Miketo à 15 km de Nyemba                                              | 12                       | 25                        | 37                                  | inconnu                         | Voir l'entretien avec une victime à la section IV. Résultats.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>TOTAUX (données incomplètes):</b>                                                                                                               | <b>2351</b>              | <b>738</b>                | <b>4788</b>                         | <b>1110</b>                     | <b>Ces chiffres sont une sous-estimation flagrante en raison de la difficulté d'obtenir des informations complètes.</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

Cette chronologie précise un total estimé à plus de 1 961 décès de personnes Batwa et un total estimé à plus de 2 110 viols de personnes Batwa, principalement des filles et des femmes. Le *tableau 3* résume les données de la *Annexe 1 : Chronologie des atrocités commises contre des Batwa dans la province du Tanganyika*.

**Tableau 3. Aperçu des viols et des morts des Batwa, province du Tanganyika, 2015-2018**

| EMPLACEMENTS                                                         | DATES                 | VIOLS DE BATWA            | MEURTRES DE BATWA                          | AUTRES DÉTAILS                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------|-----------------------|---------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|
| Manono & Nyunzu Territoires                                          | Jan – Sep 2015        | 60                        | 200                                        | 113 villages incendiés                                                                  |
| Cotanga (Nyunzu Territoire)                                          | 02 Sep 2016           |                           | 2                                          |                                                                                         |
| Yuzu, Kabalo, Manono and Kongolo Territoires                         | early Sep 2016        |                           | 78                                         | 428 personnes déplacées bantoues (Baluba)                                               |
| Miswaki (à l'ouest de Kalemie)                                       | 05-06 Nov 2016        |                           | 321                                        | Fosse commune; des centaines de blessés                                                 |
| Manono Territoire                                                    | 20 Dec 2016           |                           | 5                                          | 181 blessé par le gouvernement national (FARDC et PNC)                                  |
| Nyunzu, Kabalo, Manono, et Kongolo Territoires                       | Nov & Dec 2016        |                           | 449 Batwa et Bantou ( <b>des aperçus</b> ) | 273 blessés graves, 3 120 habitations incendiées et des milliers de personnes déplacées |
| Manono & Kabalo Territoires                                          | Autour du 09 Jan 2017 |                           | "beaucoup"                                 | Enfants et adolescents tués                                                             |
| Maseba et Moba, au sud de Kalemie                                    | 13-14 Jan 2017        | 1,600                     | 600                                        | forces du gouvernement national complices (FARDC et PNC)                                |
| Taba-Congo, au nord de Kalemie                                       | 29 Apr 2017           |                           | 8                                          | pour avoir tué une vache                                                                |
| Lukwangulu, près de Kalemie                                          | 04 Jul 2017           |                           | 189                                        | combattre dans le camp de personnes déplacées                                           |
| North Lukuga, Nyuzu Territoire                                       | 16 Oct 2017           | 187                       |                                            |                                                                                         |
| Moba, au sud de Kalemie                                              | 05 Nov 2017           | 263                       |                                            | Les auteurs classés par catégorie; beaucoup sont policiers ou militaires                |
| "à travers la région" (mêmes villes et territoires nommés ci-dessus) | Nov 2017 – Jan 2019   | "milliers "               | 558                                        | 259 blessures; près de 500 000 personnes déplacées                                      |
| <b>TOTAUX pour la province du Tanganyika (sous-estimation)</b>       | <b>2015 - 2018</b>    | <b>2,110 (+ milliers)</b> | <b>1,961 (+ beaucoup)</b>                  | <b>Environ 500 000 personnes déplacées</b>                                              |

### 4.3. Extraits d'entrevues

Un grand nombre des 70 entretiens obtenus dans le cadre de cette enquête ont été extrêmement émouvants et ont donné une perspective humaine à ce qui pourrait autrement être perçu comme un nombre incompréhensible. Les extraits suivants sont des exemples d'histoires documentées par l'enquête. Certains détails sont expurgés pour éviter une identification des survivants interrogés.

(1) Une veuve aveugle, âgée d'environ ---, a été rencontrée par des milices le 5 novembre 2017, lorsqu'ils l'ont logée une lance dans sa cuisse après l'avoir violée. Les personnes qui fuyaient les affrontements l'ont retrouvée sur la route qui traverse la voie ferrée menant à Kalemie du Nyunzu. Ils l'ont mise dans le train destiné à ---, pour un camp de déplacés internes où elle se retrouve encore aujourd'hui, mais toujours avec une partie de la flèche dans sa cuisse. Selon les entretiens menés avec cette victime, elle a du mal à se tenir debout et la plaie fait toujours mal, au fait que depuis l'incident, la victime n'a jamais bénéficié d'aucune assistance médicale, psychosociale ou juridique. Elle avait du mal à identifier les agresseurs puisqu'elle était aveugle.

(2) « Je m'appelle ---. Nous étions dans le village de Miswaki. Mes oncles et mes parents ont été tués par les Bantous du groupe Miketo, à 15 km de Nyemba. Le 15 novembre 2017, nous avons entendu des gens approchant avec des sifflets – Malewa<sup>16</sup>. Regardant dehors, nous apercevons les Baluba. Nous sommes donc partis pour Moba où nous avons rencontré un véhicule conduisant du Lubumbashi qui nous a amenés à Kalemie, où nous avons été accueillis par des familles d'accueil. Ils nous ont menacés avec manque de nourriture - moi-même, ma tante, mes enfants et d'autres membres de la famille - où nous devons travailler pour les familles d'accueil afin de trouver de la nourriture pendant la nuit. Donc, ma tante a décidé d'aller récolter le maïs dans son champ à ---. Par conséquent, nous avons de nouveau croisé le chemin avec les Baluba, qui m'ont violée, ainsi que ma tante, et les enfants ont été tués. Ma tante et moi sommes restés violés. Les Musukumeni ont vu l'événement et nous ont transportés vers --- où nous avons été accueillis par ---. [Il] nous a amenés à l'association qui nous a emmenés à la clinique publique où nous avons eu une première aide médicale. Mais cela ne suffisait pas, car je suis restée veuve sans mari puisque mon mari a été tué et enterré dans un charnier criminel où environ 300 personnes ont été enterrées.

Les hommes commencent à m'éviter et personne ne se soucie de moi, et ils me disent qu'ils ne peuvent rien faire contre moi parce que je suis violée. J'ai reçu des soins à la clinique publique, mais je n'ai plus la force à travailler. J'ai du mal à identifier les auteurs, car ils ont masqué leur visage. Plus de dix Baluba nous ont violée, moi et ma tante, jusqu'à ce qu'ils perforent notre utérus<sup>17</sup>. »

(3) La photo du charnier criminel a été prise en 2017 par une victime, trouvée dans le camp de déplacés internes, lors de son passage alors qu'elle fuyait un massacre. C'est ainsi qu'elle est tombée sur le charnier où des corps avaient déjà été décomposés. Environ 300 Batwa auraient été enterrés dans cette fosse à Miswaki, à 60 km de Kalemie.

(4) Nous avons entendu l'histoire triste d'un homme Batwa sauvé d'un massacre brutal, dont sa femme, ses enfants et d'autres membres de sa famille ont été tués lors d'un massacre à Mukwaka, à environ 60

---

<sup>16</sup> Les danses et sifflet Malewa est une forme des danses des groupes de rebelles pour désigner la victoire et terroriser les groupes adverses.

<sup>17</sup> i.e. créé des lésions internes connues sous le nom de fistules, pouvant ou non affecter l'utérus

km de Kalemie. Il est maintenant dans le village de ---.

(5) Nous avons entendu l'histoire d'un enfant Twa, un orphelin dont les deux parents ont été assassinés par les Baluba. Elle s'est retrouvée dans une maison de fortune sans aucune aide après avoir fui avec ses voisins de ---, son village d'origine.

(6) Nous avons entendu l'histoire d'une veuve ayant un handicap physique, victime de violences sexuelles et survivante d'un massacre brutal perpétré par les Bantous dans le village de --- . Son mari et ses enfants ont été tués lors d'un massacre perpétré par les Bantous contre les Twa le 5 novembre 2017.

(7) Nous avons entendu l'histoire d'une femme de la communauté Batabwa, mariée à un homme Twa, qui a été sauvagement tuée par ses frères dans le seul but d'avoir dans le ventre la grossesse d'un homme Twa de --- .

(8) Nous avons entendu l'histoire de deux jeunes Batwa de Nyunzu qui ont été assassinés. Alors que l'un essayait de défendre sa femme et ses enfants contre de graves violations, il s'est retrouvé incapable de faire face à une multitude de milices, c'est ainsi qu'il a fini avec une hache logée dans sa tête.

#### **4.4. Documentation photographique**

L'équipe d'enquête a pris des photos et filmé des vidéos au cours de l'enquête. Ils ont également rassemblé des photos de survivants qu'ils ont interrogés, ainsi que de --- et de --- qui connaissant directement les événements et les survivants. Ceux-ci incluent des photos graphiques illustrant des actes de torture, la mort, le démembrement et le charnier criminel à Miswaki.

#### **4.5 Statut et besoins des survivants**

L'un des objectifs de cette enquête était d'évaluer les besoins des victimes de ces violations des droits humains, des viols de masse et des massacres. Après avoir examiné les entretiens et les données collectées, l'équipe d'enquête a conclu : « À la fin de la mission, plusieurs besoins ont été mis en évidence, bien que certaines victimes aient reçu une assistance médicale partielle. Actuellement, plus de 456 cas de violences sexuelles ont été rapportés par les personnes interrogées. Les données sont alarmantes étant donné la situation vécue par les victimes, dont la plupart ont été affectées psychologiquement. Des interventions d'urgence sont nécessaires pour apporter une assistance aux victimes de violences sexuelles identifiées, tant dans les camps de déplacés internes que pour les autres [de figures non comptées] toujours dans les villages visés pour ces atrocités. »

#### **4.6. Les raisons pour les massacres, les viols de masse et d'autres atrocités**

Afin de développer des stratégies pour mettre fin aux massacres, viols et autres atrocités perpétrés contre le peuple Batwa, il est nécessaire de comprendre les raisons, motivations et incitations qui ont motivé ces atrocités. Différentes personnes ont des explications différentes pour expliquer leur existence, notamment :

(a) *La magie* : selon les sources contactées lors de l'enquête, ainsi que par les données provenant de différentes victimes interrogées, il aurait été dit que le 5 novembre 2017, dans la localité de Moba, lors de l'attaque de Bantous contre les Batwa, les violences sexuelles perpétrées étaient motivées par deux raisons principales :

- Les Bantous pensent qu'avoir des relations sexuelles avec une femme Twa les protègent et qu'ils ne seront plus touchés par des balles de fusils ; « avoir des relations sexuelles avec une femme Twa, donne plus de protection que tous les gilets pare-balles du monde. »
- Les Bantous disent qu'ils ont des relations sexuelles avec des femmes Twa pour avoir des pouvoirs et s'enrichir. Selon certains comptes, les Batwa ont un pouvoir enrichissant dont ayant des relations sexuelles avec les Batwa enrichit la personne.

b) *La vengeance* : le 16 octobre 2017, dans la localité de Lukuga Nord, territoire de Nyuzu, une attaque systématique du peuple Baluba en coalition avec les Batabwa a eu lieu avec plus de 187 cas de violences sexuelles perpétrés contre les femmes et filles Twa. Les personnes interrogées ont déclaré que cette attaque était due à la vengeance des peuples Bantous contre les Batwa, à la suite des avertissements que les Batwa envisageaient une attaque contre les Bantous.

Le 5 novembre 2016, plus de 321 morts et des centaines de blessés ont été enregistrés à Miswaki. Les explications recueillies auprès des familles des victimes du massacre indiquent que cela était dû à une tentative des Batwa d'attaquer les Bantous après avoir enregistré des cas de viol de filles Twa prises comme domestiques, gardiennes d'enfants et éleveurs de bétail par les Bantous. Lorsque les Bantous ont appris que les Batwa organisaient une attaque de vengeance visant à recouvrer leurs filles et leurs garçons pris comme serviteurs, gardiens d'enfants et bergers, ils ont procédé à la mise à mort du jeune Batwa cité plus haut. Ainsi, ils ont soudainement descendus dans différents villages Twa pour tuer les Batwa et commettre des massacres brutaux, et les ont enterrés dans un charnier criminel la nuit du 6 novembre 2016.

c) *Des désaccords économiques* : Selon des entretiens avec des victimes dans les camps de déplacés internes, « la violence a commencé vers la fin de 2013 lorsque Batwa a refusé de payer des impôts pour vendre les chenilles qu'ils ont rassemblées dans la forêt au marché. » Selon une version, ils ont réagi et la violence s'est intensifiée. Les Batwa et les Luba ont rapidement formé des milices d'autodéfense et ont attaqué des groupes opposés. »

d) *Des allégations d'espionnage* : Selon une autre version, « la racine des meurtres des Batwa est dû à leur participation à l'armée congolaise qui avait pour but de recueillir des renseignements sur le mouvement sécessionniste BAKATA KATANGA, composé principalement de Luba, qui à la suite de ces nouvelles, ont pris revanche sur les villages Batwa. »

De la Chronologie en Annexe 1: "Le 9 janvier 2017, des membres de la communauté Baluba ont tué de nombreux jeunes indigènes (Batwa / Bambuti) qui travaillaient pour eux, notamment des domestiques, des gardiens de maison et des bergers. Ceci s'est déroulé à 40 km de Nyunzu et Kabalo dans la province du Katanga [aujourd'hui le Tanganyika]... le massacre d'adolescents indigènes a été commis par les Baluba car, pendant le conflit en cours, tous les adolescents et adolescentes Bambuti [Batwa] (âgés de moins de 18 ans) ont été enrôlés (par les deux côtés) et forcé de fonctionner comme des espions."

e) *La jalousie sexuelle* : Selon une autre version, tirée d'une interview organisée avec des femmes dans les camps de déplacés internes, « raconte l'histoire d'un homme Twa qui avait trouvé sa femme *in flagrante delicto* (ayant des relations sexuelles) avec un Bantou. La perversité était arrivée. Un homme Twa ne voulait pas régler ce problème lui-même et, alors qu'il essayait de se venger, il est allé chercher les 'Percis', un groupe rassemblant à la police Batwa. Les 'Percis' sont venus et ont directement attrapé

l'homme qui était en liason amoureuse avec la femme de l'homme Twa. Les Batwa appelés 'Percis' l'ont battu, et l'homme est décédé. »

(f) *Des cycles de vengeance* : Selon la poursuite de l'interview des femmes (*mentionnée au (e) ci-dessus*) : « ... c'est dans cette [jalousie sexuelle] que les tueries ont commencé. Les Bantous ont révolté à leur tour, disant : 'Comment ça se fait-il que les Batwa vont commencer à nous traiter de cette manière ? Nous devons nous défendre pour les battre !'. Comme ça la violence explose à nouveau. Quand les Batwa ont vu les Bantous, ils l'ont tué de la même manière que chez les Bantous. Mais les Batwa, quand ils vous trouveront dans un village, ils commenceront à le brûler. » Selon les membres de l'équipe d'enquête, de nombreux cas d'enlèvements, de torture ainsi que de violences contre les femmes et les filles des peuples indigènes Twa ont été enregistré à cause de ce cycle de protection des femmes et de vengeance.

(g) *Les meurtres de bétail* : Autour de tous les villages tels que Mukebo, Lwaba, Nzoa Mukasa, Zaïre, Kiansongo, Miswaki, le bétail a été tué [par les Batwa] avec la flèche ou la machette. Les villageois [Bantou] ont fui vers le village de Mukimbo, situé sur le territoire de Nyunzu.

h) *Le déclin socio-économique des Bantous* : Selon des membres de l'équipe d'enquête, « Si les relations entre Batwa et Bantou ont été tendues bien avant la colonisation, le conflit entre les Twa et les Luba dans l'ancien Katanga a augmenté en 2013 sur les territoires de Manono, Kabalo, Nyunzu, Moba et Kalemie - des régions très sous-développées. Le niveau et les moyens socio-économiques des Batwa et des Bantous se sont rapprochés dû à la dégradation du niveau de vie de ces derniers [les Bantou]. Ceci les avait poussés vers la forêt pour des raisons de substance ; la même forêt qui nourrit les Batwa. »

i) *La discrimination* : Les membres de l'équipe d'enquêteurs affirment que « cette situation augmente également les conflits de leadership entre membres de différentes ethnies, étant donné que les peuples indigènes (Batwa) sont victimes de discrimination dans les conditions de vie qu'ils mènent, face au peuple Bantou. » ... « Étant donné que la zone est entourée de peu d'agents de sécurité non informés de la procédure de protection des peuples minoritaires, ces personnes souffrent de ce type de discrimination. » ... « Dans cette zone, cela semblait inutile, voire regrettable, de remarquer que les Batwa restent souvent exclus dans la gestion des affaires publiques. » Voir aussi le point (n) ci-dessous.

j) *Changement des attentes et statu des Batwa en matière de discrimination* : Selon des membres de l'équipe d'enquête, « Si les Batwa sont désavantagés par rapport aux Bantous, quelques rares élites [Batwa] ont appris qu'il existait des droits humains. Lorsque les ONG arrivent, les Luba de cette région trouvent que les Batwa sont favorisés. » ... « Néanmoins, les conflits de la région sont liés au contexte de la situation défavorisée/inférieure dans laquelle les Batwa se trouvent traditionnellement à l'égard des Bantous. Ils revendiquent les mêmes droits que leurs voisins. Ils se plaignent de l'absence de députés ou de sénateurs, et qu'ils doivent payer un droit coutumier illégal au peuple Bantou. De plus, ils ont des difficultés d'accès prioritaire face à une administration représentée par les Bantous qui est discriminatoire à leur encontre, être forcé de faire un travail forcé pour les Bantous, de ne pas se marier avec les femmes Bantous pendant que les Bantous courtisent leurs femmes... " »

k) *Des territoires et ressources saisies par le groupe ethnique Bantou* : Les membres de l'équipe d'enquête ont continué : « ... ne pas recevoir une compensation pour la destruction continuelle de la forêt par les Bantous - la forêt qui est leur mère nourricière". Voir le point (n) ci-dessous.

l) *Le manque d'éducation des Batwa* : Les membres de l'équipe d'enquêteurs indiquent : « En ce qui concerne toutes ces injustices flagrantes, il faut ajouter la faiblesse de la capacité de négociation des Batwa, qui vivent dans des sociétés non hiérarchisées et ont souvent peu de membres ayant accès à l'éducation. »

(m) *L'action militaire en faveur du groupe ethnique Bantou* : Les membres de l'équipe d'enquête ont poursuivi : "En raison de l'insécurité, l'armée est maintenant sur le terrain et les Batwa découvrent que la justice militaire, exercée par les Bantous, favorise les Luba [un groupe Bantou]. »

n) *Des préjugés et expropriations de terres* : Une enquête précédente, menée du février à l'avril 2017 dans la même région de la province du Tanganyika et dans le territoire voisin de Fizi, trouvé dans la province du Sud-Kivu, a révélé l'existence de rancunes très graves chez les Bantous et Batwa, chacun contre l'autre groupe. Une délégation d'une organisation de la société civile, composée à la fois de membres non-indigènes et de Batwa, s'est embarquée dans une mission de compiler de l'informations sur le conflit entre les peuples indigènes (Batwa et Bambuti) et non-indigènes (Bafulero et Banyamulenge) dans les régions de Manono, Kabalo, Yunzu [Nyunzu] et Kakinga (province du Tanganyika) et Force Bendera (site de logements pour travailleurs de la centrale hydroélectrique de Kiyimbi, aujourd'hui disparue, situé à la frontière entre le territoire de Fizi, la province du Sud-Kivu et la province du Tanganyika).

Selon les personnes avec lesquelles cette enquête précédente a été entretenue, les Bafulero, les Baluba et les Banyamulenge ont accusé les Batwa [Bambutis] de:

- Revendiquer la propriété complète de toute la forêt en tant que patrimoine ancestral, qu'ils (le peuple non-indigène) considèrent de mauvaise foi ;
- Se rendre ridicule devant des personnes des communautés Bafulero, Baluba ou Banyamulenge ;
- Voler le bétail des Bafulero et Banyamulenge pour se nourrir en remplacement du gibier qui est devenue rare dans la forêt ;
- Adhérer aux valeurs et aux croyances animistes ;
- Semer de la jalousie et un complexe d'infériorité ;
- Manquer l'esprit d'initiative et d'entreprise ;
- Avoir un intellect sous-développé ; et
- Piller une propriété et incendier des habitations.

Les Bambuti [Batwa] de leur tour ont accusé les communautés de Bafulero, Baluba et Banyamulenge [Bantou] de :

- Détruire la forêt par l'exploitation forestière incontrôlée et provoquer l'extinction des animaux sauvages en raison de la migration saisonnière de leurs troupeaux ;
- Objectiver les Bambutis [Batwa] et les soumettre à l'esclavage sur leurs propres territoires ;
- Détruire l'environnement de la forêt dont dépend leur vie quotidienne (fruits, miel, protéines animales, pêche) ;
- Amener les Banyamulenges à occuper toute la forêt avec leurs pâturages ; et
- Les privant de tous privilèges politiques, économiques, sociaux et culturels.



Les différentes raisons (a) à (n) ci-dessus ne s'excluent pas mutuellement et jouent tous un rôle dans le conflit en cours.

## **V. ANALYSE ET CONCLUSIONS**

### **5.1. Vue d'ensemble des événements**

Malgré les difficultés liées à la collecte de données des survivants qui craignent d'être menacés par de nouvelles violences (exposés en détail ci-dessous) durant un conflit en cours, nous sommes certains de conclure que des centaines de personnes indigènes Batwa ont été tués dans plusieurs massacres entre la fin de 2016 et fin 2018 dans la province du Tanganyika, RDC. Nous estimons que le nombre de personnes tuées au cours de cette période est d'au moins 1 100, bien que ce chiffre puisse être beaucoup plus élevé lorsqu'on tient compte de notre incapacité à accéder à de nombreux villages et territoires ciblés. Le nombre de Batwa tués dans la province du Tanganyika entre 2015 et 2018, qui inclut d'autres massacres dont nous avons connaissance au cours d'enquêtes précédentes, est estimé à 1 960, ce qui est presque certainement une sous-estimation.

En outre, nous sommes convaincus de conclure que plus de 2 000 filles et femmes Batwa ont été violées lors de viols de masse commis entre la fin de 2016 et la fin de 2018 dans la province du Tanganyika, en RDC. L'utilisation du viol de masse comme arme de guerre au cours des dernières décennies est bien documentée pour la RDC. En effet, le nouveau lauréat du prix Nobel, le docteur Denis Mukwege, est un médecin congolais spécialisé dans la chirurgie réparatrice et les soins psychosociaux pour les femmes victimes de violences sexuelles et travaillant dans la province voisine du Sud-Kivu en RDC. Cependant, il y a des raisons de croire que les filles et les femmes Batwa sont particulièrement ciblées (voir plus en détail ci-dessous).

Ces meurtres et viols font partie du contexte de conflit en RDC, qui aurait fait 5 à 6 millions de morts depuis le milieu des années 1990. Pourquoi alors devrions-nous prêter attention à ces attaques plus récentes contre le peuple Batwa dans la province du Tanganyika ? Cet objectif est important pour de nombreuses raisons.

(1) La majorité des conflits et des morts en RDC ont eu lieu à la fin des années 1990 et au début des années 2000. Par conséquent, ces morts récentes que nous avons documentées représentent une recrudescence du conflit, à la suite d'une accalmie relative.

(2) La majorité des conflits et des morts en RDC ont eu lieu dans des régions au nord de la RDC, telles que les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu. Par conséquent, ces morts récentes que nous avons documentées représentent un déplacement du conflit vers le sud, dans des zones où le conflit ne peut pas être attribué à l'afflux de réfugiés ou de milices du Rwanda et de l'Ouganda.

(3) Ces massacres et viols de masse visent spécifiquement les peuples indigènes (les Batwa) qui sont déjà dans une position très vulnérable, ayant perdu leurs terres et leur moyens de subsistance en tant que chasseurs-cueilleurs, et ayant subi de graves discriminations, marginalisation, impuissance et déshumanisation durant des décennies, voire des siècles. Ils sont pour la plupart exclus de l'éducation, de la gouvernance et de l'économie. Des communautés non-indigènes Bantoues prennent leurs enfants

au but de servir comme des gardiens d'enfants, des domestiques et des bergers. De plus, ils se sont faites violer ou tuer dans certaines circonstances. Certaines communautés indigènes sont au bord de la famine. Bien que les Batwa de la province du Tanganyika aient formé une milice d'autodéfense appelée «Perci», leurs capacités sont extrêmement limitées. Leurs armes sont principalement des arcs et flèches à court distance et tout conflit est très asymétrique.

(4) Il y a déjà une histoire documentée d'attaques génocidaires à grande échelle contre ces peuples indigènes, avec environ 10 000 Batwa ayant été tués pendant le génocide rwandais en 1994, et un nombre inconnu, peut-être des dizaines de milliers selon une source, tué lors de la campagne "Effacer le tableau" en 2002-2003. Il s'agissait d'une campagne de terreur intentionnelle dirigée par Jean-Pierre Bemba (plus tard condamné, puis libéré par la Cour pénale internationale), pour éradiquer le peuple Batwa et libérer l'accès aux régions riches en minerais et en bois de la province d'Ituri, RDC, en 2002-2003<sup>18</sup>.

## **5.2 Définitions du génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et de la purification ethnique**

Selon les définitions fournies par le Bureau de la prévention du génocide de l'ONU, les atrocités répertoriées par notre enquête peuvent probablement être qualifiées de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et peut-être de purification ethnique (qui est moins bien définie)<sup>19</sup>.

Les actes documentés spécifiques qui semblent répondre à ces définitions et qui ont été perpétrés contre les Batwa dans la province du Tanganyika entre 2016 et 2018 comprennent:

- Utilisation du viol comme arme de guerre, y compris des viols collectifs, des viols commis avec des armes et des viols si brutaux qu'ils entraînent des torts physiques permanents et des morts documentées ;
- Prendre des enfants et des adolescents Batwa appartenant à d'autres groupes ethniques et les utiliser des garde d'enfants, des domestiques et des bergers ;
- Traitement abusif envers les enfants et adolescents Batwa, y compris des viols et meurtres ;
- Recours à la torture et au démembrement pour terroriser la population Batwa ;
- Meurtres préventifs et délibérés à grande échelle, bien au-delà de ceux utilisés pour la légitime défense ;

## **5.3. Raisons du conflit**

Lorsque nous essayons de déterminer les origines de ce conflit, la complexité est une caractéristique dominante. De nombreuses raisons - décrites dans la section V. Résultats - ont été proposées pour expliquer des attaques spécifiques et le conflit général en cours. Malgré cette complexité, chacune des raisons suggérées pourrait être placée dans au moins une section du schéma explicatif suivant, divisé en trois parties.

---

<sup>18</sup> [https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2015/07/MRG\\_Rep\\_Twa\\_ENG.pdf](https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2015/07/MRG_Rep_Twa_ENG.pdf)  
<https://www.independent.co.uk/news/world/africa/rebels-eating-pygmy-as-mass-slaughter-continues-in-congo-despite-peace-agreement-123435.html>  
<https://web.archive.org/web/20160304025741/http://www1.american.edu/ted/ice/pygmy.htm>  
<http://sierraherald.com/icc-bemba-guilty.htm>

<sup>19</sup> <https://www.un.org/en/genocideprevention/genocide.shtml>

(1) Il existe une très longue histoire de discrimination à l'encontre des Batwa dans la région. Des décennies, et même des siècles, de préjugés de la part des Bantous (agriculteurs qui ont émigré dans la région au fil des siècles) contre les Batwa (chasseurs-cueilleurs vivant dans la forêt depuis des temps immémoriaux) ont entraîné la discrimination, l'exploitation (y compris l'esclavage), la déshumanisation (y compris la fétichisation sexuelle), la violence et la peur. Cette combinaison toxique de griefs historiques et sentiment de culpabilité est aggravée par les différences de systèmes de croyance et de culture, ainsi que par les niveaux de pauvreté, d'éducation et de pouvoir politique entre les Bantous et les Batwa.

(2) Étant donné l'absence de sécurité, l'état de droit et l'accès à la justice dans la province du Tanganyika, les communautés Batwa et Bantous sont prises au piège d'un cycle d'infractions spécifiques pour se venger, des actes de légitime défense préventive, la génération de la peur et l'escalade du conflit cyclique qui s'ensuit. Ce cycle semble s'être intensifié depuis 2013, peut-être en même temps que le gouvernement national, la police et les forces armées dirigées par Joseph Kabila, ont perdu leur capacité à contrôler la situation sécuritaire dans l'est de la RDC, laissant ainsi un vide qui a été rempli par des milices.

(3) C'est le dernier point mais non le moindre, le contexte économique plus large de la région, de la province et de la nation est celui de l'exploitation et de l'extraction. L'agression militariste illégale, ou quasi-légale, l'expropriation de terres et le trafic des ressources sont largement enrichis, alors que la majorité des citoyens croupissent dans une extrême pauvreté. Une corruption généralisée de la part de ceux qui sont liés politiquement, transfère les bénéfices de ressources envers des comptes bancaires privés, souvent off-shore. Durant ce temps, le gouvernement national ne possède pas des fonds pour la sécurité ni le développement. Les organismes multilatéraux ainsi que les intérêts commerciaux européens, nord-américains, du Moyen-Orient et asiatiques, sont largement blâmés pour avoir noué des relations commerciales avec des responsables locaux corrompus, pour avoir facilité l'extraction de ressources non-éthiques et pour le détournement illégal de fonds offshore.

En bref, le peuple indigène Batwa ont été placés dans une position inférieure d'un système d'exploitation corrompu, discriminatoire et brutal, historiquement enraciné et maintenu localement et globalement. Les ressources trouvées sur les terres traditionnelles Batwa sont beaucoup plus valorisées que la protection, bien-être, culture et vie des Batwas. Les communautés Bantoues voisines sont également prises dans ce même système corrompu et luttent également pour leur survie économique, souvent en tentant d'éliminer la compétition pour la terre et les ressources pour lesquelles selon leur vue, les Batwa sont injustes.

#### **5.4. Contributions à la compréhension de la situation de sécurité**

L'un des objectifs de cette enquête était de mettre à jour la compréhension de la situation en matière de sécurité dans la province du Tanganyika. En interrogeant ou en collectant des données sur les victimes de ces massacres et viols de masse, nous avons considérablement enrichi la documentation sur des événements dont un bref aperçu était connue ou supposées, sans avoir été documenté ni décrit par des responsables provinciaux, nationaux, des organisations internationales et ni des agences de l'ONU.

L'une des conclusions fortes que nous avons tiré de cette documentation est que la situation en

matière de sécurité dans la province du Tanganyika est aussi mauvaise, ou pire, que les rumeurs circulant depuis trois ans. Non seulement il y a un manque d'action des acteurs gouvernementaux nationaux et locaux (y compris la police nationale et les forces armées nationales) afin d'empêcher la violence, mais ils sont parfois même complices, selon les survivants et autres personnes présentes lors des atrocités.

Une autre conclusion que nous tirons, cette fois ci avec tentative, est que nous apercevons une continuation des problèmes rencontrés dans la région du Katanga depuis au moins les années 1960. Le mouvement sécessionniste du Katanga du début des années 60 était motivé par un désir de contrôler les vastes richesses minérales de cette région. Cela a entraîné la mort du secrétaire de l'ONU, Dag Hammarskjöld, dont l'avion s'est écrasé - probablement abattu - alors qu'il cherchait à négocier la fin de la guerre civile dans le but de renforcer le contrôle national sur les gisements minéraux. Bien que la province du Tanganyika (ex-Katanga) fasse toujours partie de la République Démocratique du Congo, la lutte pour le contrôle de la richesse minière y est toujours d'actualité, notamment à travers les meurtres du peuple Batwa – les détenteurs indigènes et originaux des droits territoriales.

Plusieurs des accords de paix et pactes de non-agression entre les deux communautés ont été impuissants à cesser le conflit. Les efforts de négociation jusqu'à aujourd'hui ont été négociés par l'ancien gouvernement de Joseph Kabila et d'autres entités sous l'influence du gouvernement. La société civile locale leur reproche de ne pas avoir amené les bons partis politique ou représentants à la table<sup>20</sup>. Cela a conduit à des accords adoptés mais non appliqués, car ils ne bénéficiaient pas de l'appui des parties en conflit sur le terrain.

### **5.5 Besoin de soins pour les survivants**

Un autre objectif central de cette enquête était d'évaluer les besoins de ces victimes de massacres, de violences sexuelles et d'atrocités connexes. D'après les informations obtenues auprès de 70 personnes interrogées et de 239 survivantes, plus de 456 cas de violence sexuelle ont été rapportés à l'équipe d'enquête. La situation de ces survivants reste inacceptable et urgente. Certains ont bénéficié de soins médicaux préliminaires, cependant la plupart souffrent encore de graves lésions corporelles et de traumatismes psychologiques non traités. Nous concluons que des interventions médicales, psychosociales, économiques et de sécurité sont toujours nécessaires pour venir en aide aux victimes de violences sexuelles et autres atrocités identifiées, à la fois dans les camps de personnes déplacées et pour d'autres encore dans les villages ciblés par les atrocités.

### **5.6 Documentation supplémentaire nécessaire**

Les données de ce rapport, qui comprennent la documentation de nombreux événements atroces, sont suffisantes pour les conclusions que nous avons tirées. Cependant, elles pourraient bénéficier d'une enquête supplémentaire dans des circonstances plus propices à la compilation d'une documentation

---

<sup>20</sup> « Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, Emmanuel Ramazani Shadary, est arrivé à Kalemie, capitale de la province du Tanganyika, le 22 février 2017 pour ouvrir un forum de réconciliation entre les 'Pygmées et Bantou' (peuples indigènes et non-indigènes). » ... « Selon une organisation de la société civile qui a assisté à ce forum, cela n'aboutira pas aux résultats souhaités, car ni les dirigeants des communautés indigènes (par exemple, Nyumbaisha et Sept Sept, dirigeants politiques de Nyunzu et Manono) ni les peuples Bantou Luba de Nyunzu, Manono et Kabalo ont été invités à participer. » <https://www.initiativeforequality.org/fieldreports/>

quantitative des actions génocidaires. Comme décrit dans la 'Partie III. Méthodologie d'enquête', il était impossible de rejoindre la plupart des communautés touchées sans accès à un hélicoptère, en raison de problèmes de sécurité le long des routes et des voies ferrées. En outre, plusieurs survivants dans les camps de déplacés internes accessibles avaient peur de parler à des enquêteurs, à juste titre.

Enfin, une grande partie de la documentation recueillie n'a pas pu être diffusée aux fins d'analyse car il est apparu évident qu'elle était trop sensible et qu'elle posait un risque sévère à la vie des personnes interrogées si les documents étaient interceptés d'une manière ou d'une autre. Cela empêchait une analyse numérique précise, car sans accès aux fiches de données individuelles, il était impossible de déterminer quelles personnes appartenaient à une seule catégorie (par exemple, les personnes interrogées ayant subi un viol) et lesquelles appartenaient à deux catégories ou plus (par exemple, les personnes interrogées viol et ont également été victimes de massacres).

Une enquête complémentaire significative est nécessaire dans les circonstances suivantes :

- Des mesures de sécurité strictes protégeant l'équipe d'enquête ;
- Accès aux voyages en hélicoptère ;
- Des services policiers fiables et efficaces pour protéger les survivants afin qu'ils puissent avoir la certitude qu'ils ne seront pas attaqués s'ils fournissent des informations aux enquêteurs ;
- Des protections juridiques en place afin que les survivants ne puissent pas être victimes des fonctionnaires qui préfèrent que le témoignage soit dissimulé ;
- Accorder des soins médicaux et psychosociaux afin que les survivants puissent avoir confiance en leur témoignage se traduira par une aide utile ;
- La protection officielle est garantie pour tous les documents rassemblés afin qu'ils ne puissent pas être interceptés, divulgués ou détruits ;

## **5.7 Recommandations d'action**

Inspiré par les résultats de ce rapport, les recommandations suivantes ont été formulées :

1. Prendre des mesures urgentes pour soigner les victimes de violences sexuelles et assurer la prise en charge holistique des 457 victimes de graves violations des droits humains que nous avons déjà identifiées dans les camps de personnes déplacées.
2. Identifiez d'autres survivants qui sont restés silencieux dans les villages ciblés pour des atrocités, notamment Kabalo, Manono, Miswaki, Moba, Nyunzu et d'autres.
3. Fournir un soutien psychosocial, médical, économique et juridique à toutes les victimes de ces violations graves et faciliter leur réintégration dans leurs communautés respectives.
4. Lancez une enquête complémentaire significative comme indiqué dans la sous-section ci-dessus.
5. Investiguer l'enlèvement des enfants Batwa de leurs familles, les traitements ultérieurs y compris les viols et les meurtres, et élaborer et appliquer des politiques visant à empêcher le retrait des enfants de leurs familles.
6. Mettre en place un système et un mécanisme de communication, de surveillance et de partage d'informations sur les violations graves des droits humains dans la province du Tanganyika.
7. Établir et assurer le renforcement des capacités des observateurs de la protection civile dans toute la province.
8. Sensibiliser et renforcer les capacités de la population à la transformation des conflits intercommunautaires et au mouvement de cohabitation pacifique.

9. Diffuser les instruments juridiques aux différents acteurs mandatés aux niveaux local, national, régional et international afin d'expliquer le rôle qu'ils doivent jouer dans la lutte contre les violations graves des droits humains et crimes génocidaires dans la province du Tanganyika.
10. Prôner avec des institutions compétentes pour une assurance sécuritaire des victimes de la violence ayant rapporté les cas.

#### **5.8. Appel à protection immédiate, assistance, modifications de politique et poursuites**

Cette enquête et ce rapport justifient une réponse urgente après avoir fourni suffisamment de documents pour conclure à des crimes génocidaires contre le peuple Batwa dans la province du Tanganyika, en République Démocratique du Congo. Le besoin susmentionné d'investigation et de documentation supplémentaires ne dispense pas les autorités nationales et internationales de leur responsabilité d'agir immédiatement pour :

1. Protéger la vie et le bien-être des survivants et des victimes dans les camps de personnes déplacées et les villages touchés, ainsi que d'autres personnes susceptibles d'être visées à l'avenir ;
2. Fournir tous les soins et l'assistance nécessaires pour rétablir la santé physique, la force émotionnelle, la dignité humaine et un moyen de subsistance raisonnable pour ces personnes qui ont été brutalement attaquées et terrorisées ;
3. Modifier le contexte général en adoptant et en appliquant des politiques nationales et internationales qui valorisent et protègent la vie et les droits des indigènes (Batwa) vivant dans cette région. Aussi, de modifier les conditions économiques afin qu'elles ne créent plus de détresse et n'encouragent plus des expropriations territoriales qui peuvent conduire à de telles attaques; et
4. Demander justice pour les victimes et dissuader des attaques supplémentaires en poursuivant les auteurs de ces atrocités.

Encore une fois, l'humanité peut soit ignorer les signes précurseurs ou de prendre les mesures coûteuses, risquées et politiquement difficiles nécessaires pour prévenir la violence génocidaire. Nous exhortons les dirigeants régionaux, nationaux et la communauté mondiale à faire attention, à envisager toutes les options, à fournir le soutien nécessaire et à prendre des mesures prudentes, mais urgentes, pour protéger la survie, le bien-être et les droits du peuple Batwa.

~~~~~

Annexe 1. CHRONOLOGIE DES ATROCITÉS CONTRE LES BATWA DANS LA PROVINCE DE TANGANYIKA

Date: 2013 et suivant

Lieu: Territoires de Manono, Kabalo, Nyunzu, Moba et Kalemie, province du Tanganyika

Résumé: Les conflits entre les peuples Twa et Bantou de plusieurs ethnies, notamment les Luba de la province du Tanganyika (anciennement appelée la 'province du Katanga'), ont éclaté à partir de 2013 dans les territoires de Manono, Kabalo, Nyunzu, Moba et Kalemie.

Source: Cette enquête du janvier 2019

Description: Les conflits entre les peuples Twa et Bantou de diverses ethnies, notamment les Luba de la province du Tanganyika (anciennement appelée la 'province du Katanga'), ont éclaté à partir de 2013 dans les territoires de Manono, Kabalo, Nyunzu, Moba et Kalemie. Selon une version des entretiens faites avec des victimes dans les camps de déplacés, les violences ont commencé vers la fin de 2013 lorsque les Batwa ont refusé de payer des impôts pour vendre les chenilles au marché, un aliment populaire, qu'ils collectent dans la forêt. Ils auraient réagi négativement et la violence aurait intensifié, les Batwa et les Luba formant des milices d'autodéfense et attaquant des groupes opposés.

Selon une autre version, l'origine des massacres est dû au recrutement des Batwa par l'armée congolaise, afin de recueillir des renseignements sur le mouvement sécessionniste Bakata Katanga, composé principalement de Luba, qui se serait ensuite vengé des villages Batwa.

Une autre version, indique qu'un homme Twa avait trouvé sa femme en train de coucher avec un Bantou. Comme que l'homme Twa ne voulait pas s'occuper de ce problème lui-même, il est donc allé chercher les "Percis", un groupe étant similaire à la police des Batwa; cela a conduit à des cycles de défense et de vengeance. Un autre facteur suggère que le meurtre de bétail par les Batwa, des anciens chasseurs qui ont maintenant un accès limité à leurs terres traditionnelles. Autour de villages tels que Mukebo, Lwaba, Nzoa Mukasa, Zaïre, Kiansongo et Miswaki, des bovins ont été abattus par les Batwa avec des flèches ou des machettes. Les villageois Bantous ont fui vers le village de Mukimbo, dans le territoire de Nyunzu.

Date: Le Septembre 2014

Lieu: Lubumbashi, province du Tanganyika

Résumé: En septembre 2014, certaines personnes Luba ont été condamnés à 15 ans de prison pour des crimes contre l'humanité commis contre les Batwa.

Source: Cette enquête de janvier 2019

Date: 2013 à 2015

Lieu: Territoires de Kalemie, Nyunzu et Manono, province du Tanganyika; procès à Lubumbashi

Résumé: La Cour d'appel de Lubumbashi a ouvert une procédure le 12 août 2015 contre 34 personnes accusées de « crimes génocidaires » durant le conflit intercommunautaire entre le Bantous et Batwa

dans la province du Tanganyika. Les accusés, qui comprennent à la fois des indigènes Batwa et des Bantu Luba, sont accusés de meurtre, de viol, de brûlage à domicile et de « crimes génocidaires ».

Source: Informations fournies par un article de presse publié par Radio Okapi⁴, basé sur des rapports de l'ONU et sur une déclaration de 'Human Rights Watch' (qui cite MONUSCO⁵).

<http://www.radiookapi.net/actualite/2015/08/13/conflit-luba-twa-au-tanganyika-ouverture-dun-proces-contre-34-personnes>

<http://www.radiookapi.net/2016/06/29/actualite/justice/lubumbashi-reprise-du-proces-de-32-pygmees-et-bantous-accuses-de>

Description: La Cour d'appel de Lubumbashi a ouvert une procédure le 12 août 2015 contre 34 personnes accusées de « crimes génocidaires » dans le conflit intercommunautaire entre les Bantous et Batwa depuis 2013 dans la nouvelle province du Tanganyika (ex-Katanga). Les accusés, qui comprennent à la fois des Indigènes Batwa et des Bantou Luba, sont accusés de meurtre, de viol, de brûlage à domicile et de « crimes génocidaires ». C'est la première fois qu'une cour de justice porte des accusations de génocide, normalement réservée à la Cour pénale internationale (CPI). Selon un communiqué de presse de l'ONG 'Human Rights Watch' (HRW) publié le 11 août, « l'ONU a rapporté [depuis le début du conflit en 2013] des centaines de civils tués, des dizaines de villages rasés et des dizaines de milliers de personnes déplacées de leur village natal ». La déclaration de HRW dénonce également les événements du 30 avril 2015, lorsque des combattants Luba ont attaqué un camp de déplacés internes [semble indigène] en dehors de la ville de Nyunzu.

Extrait d'un article ultérieur (29 juin 2016) : Le procès des 32 Batwa et Bantous poursuivis par le système judiciaire congolais pour des crimes génocidaires et crimes contre l'humanité, a repris le mardi 28 juin à la prison de Kasapa à Lubumbashi. Ils sont accusés de crimes qui auraient été commis lors du conflit entre les deux communautés dans les territoires de Kabalo et de Manono (province du Tanganyika) depuis 2013.

Date : Janvier à septembre 2015 (article publié le 22 septembre 2015)

Lieu : (1) Village de Kitutwa sur le territoire de Manono; (2) territoire de Nyunzu dans le nord de la province du Tanganyika

Résumé: Un affrontement entre les Bantou et Batwa en juin 2015 a tué quatre personnes dans le village de Kitutwa sur le territoire de Manono. Sur le territoire de Nyunzu, dans la province du Tanganyika, le conflit entre Batwa et Bantou a déjà tué environ deux cent personnes, une soixantaine de femmes violées et 113 villages incendiés depuis janvier 2015.

Source : Reportage publié par Radio Okapi, chaîne de presse de la MONUSCO en RDC.

<http://www.radiookapi.net/2015/09/22/actualite/societe/tanganyika-installation-des-comites-de-paix-entre-bantous-et-pygmees>

Description : Le dernier affrontement entre les Bantou et Batwa un juin dernier [i.e. Juin 2015] a tué quatre personnes dans le village de Kitutwa sur le territoire de Manono. Cette attaque aurait eu lieu à titre de représailles contre les incursions des peuples indigènes dans les villages Bantous entourant la chefferie de Bakongolo. Dans le territoire voisin de Nyunzu, toujours dans le nord du Katanga [maintenant dans la province du Tanganyika], le conflit intercommunautaire entre Batwa et Bantou a déjà tué environ deux cents personnes, une soixantaine de femmes violées et 113 villages incendiés depuis janvier 2015.

Date : Le 2 septembre 2016

Lieu : Cotanga, Territoire de Nyunzu, Province du Tanganyika

Résumé : Des affrontements ont eu lieu entre les membres des communautés Batwa et Bantou au cours des trois derniers jours sur le territoire de Nyunzu, province du Tanganyika. Certaines sources ont un rapport de plusieurs décès, mais aucune source officielle n'a confirmé cette information. Le trésorier d'une ONG à Mukwaka, à 25 km de Nyunzu, a déclaré qu'un homme avait été tué par une milice indigène le vendredi 2 septembre. Au sein de la communauté indigène, il y a deux décès ont été enregistrés depuis le début de ces affrontements.

Source: Reportage basé sur des entretiens avec plusieurs parties impliquées; publié par Radio Okapi⁴
<http://www.radiookapi.net/2016/09/03/actualite/securite/tanganyika-reprise-des-affrontements-entre-pygmees-et-bantous>

Date : Début septembre 2016; rapport du 20 septembre 2016

Lieu : Territoires de Nyunzu, Kabalo, Manono et Kongolo, province du Tanganyika (à l'ouest de Kalemie)

Résumé : Une ONG locale a envoyé un membre du personnel à faire une enquête sur les affrontements récents entre la minorité indigène Bambuti (Batwa) et la majorité Bantu Bahemba dans les territoires de Nyunzu, Kabalo, Manono et Kongolo, dans la province du Tanganyika, à l'ouest de Kalemie. Le nombre total de victimes sont estimées à 78 morts et 428 personnes déplacées.

Source : Des informations ont été recueillies et un rapport préparé par des membres de la société civile locale qui ont mené une enquête sur le terrain dans la zone du conflit.

Description : Le début du septembre 2016, un groupe de la société civile local a envoyé un membre du personnel à faire une enquête sur les affrontements récents entre la minorité indigène Bambuti (Batwa) et la majorité Bantu Bahemba dans les territoires de Nyunzu, Kabalo, Manono et Kongolo, dans la province du Tanganyika Kalemie. Le nombre total de victimes sont estimés à 78 morts et 428 personnes déplacées. Les personnes déplacées, principalement des Bantous (Balubas), vivent maintenant sans abri, leurs maisons ayant été incendiées. Les armes utilisées lors de ces affrontements incluent des flèches, des lances, des machettes et des branches d'arbres. La justification donnée pour ces affrontements est que les Bambuti (Batwa) se considèrent menacés, méprisés et même objectivés par leurs voisins Bantous. Selon les enquêteurs, la majorité des forêts de Bambuti sont maintenant contrôlées par les Bantous, y compris les terrains miniers. Les Bambuti vivent de leurs forêts en récoltant des fruits, du miel, du poisson et en chassant le gibier. Ainsi, lorsqu'ils sont privés de la forêt, leur vie est essentiellement terminée. Par conséquent, ils sont déterminés à poursuivre leur mode de vie, bien qu'ils soient souvent opprimés par les Bantous lors d'affrontements.

Date : Le 5 et 6 novembre 2016

Lieu : Miswaki, à 60 km de Kalemie, province du Tanganyika

Résumé : Plus de 321 Batwa ont été tués et des centaines d'autres blessés à Miswaki, lorsque les Bantous ont appris que les Batwa organisaient une attaque en vue de récupérer leurs filles et leurs garçons pris en tant que domestiques. Ceci a été décidé après que certaines des filles aient été violées. Les Batwa tués ont ensuite été enterrés dans un charnier criminel à Miswaki.

Source : Cette enquête de janvier 2019.

Description : Les données recueillies auprès des familles des victimes du massacre indiquent que le 5 novembre 2016, plus de 321 morts et des centaines de Batwa blessés ont été enregistrés à Miswaki, à 60 km de Kalemie. Il s'agissait d'une tentative présumée de la part des Batwa d'attaquer les Bantous, après avoir appris des cas de viols de filles Twa incarcérées par les Bantous comme domestiques, gardiennes d'enfants et bergers. Lorsque les Bantous ont su que les Batwa organisaient une attaque pour retrouver leurs filles et leurs garçons pris en tant que serviteurs et gardiens, ils ont procédé à la mise à mort du jeune Batwa cité plus haut. Ils sont rapidement descendus dans différents villages Twa pour tuer les Batwa et commettre un massacre brutal, puis les ont enterrés dans un charnier la nuit du 6 novembre 2016. Selon les personnes contactées, qui sont dans la plupart des cas des familles des victimes, 321 Batwa morts ont été enterrés dans la fosse commune à Miswaki.

Date : Le 20, 21 et 23 novembre 2016

Lieu : Dans la région de Miswaki le long de la voie ferrée à 70 km à l'ouest de Kalemie, dans la province du Tanganyika

Résumé : La milice Batwa a tué 3 personnes et incendié des maisons le 20 novembre ; tué environ 30 personnes le 23 novembre. Le 21 novembre, la milice Bantou Luba a attaqué un convoi HCR-MONUSCO, blessant deux soldats avec des flèches.

Source : (a) Reportage basé sur des entretiens avec plusieurs témoins et un médecin de l'hôpital voisin; publié par Radio Okapi, la chaîne de nouvelles de l'ONU en RDC

<http://www.radiookapi.net/2016/11/20/actualite/securite/tanganyika-3-morts-dans-une-attaque-des-pygmees-muswaki>

(b) et (c) Reportage basé sur des entretiens avec plusieurs parties impliquées et citant un porte-parole de la MONUSCO; publié par Radio Okapi, la chaîne d'informations de l'ONU en RDC

<http://www.radiookapi.net/2016/11/24/actualite/securite/rdc-30-morts-dans-une-nouvelle-attaque-attribuee-aux-pygmees-muswaki>

Description : (a) Les Batwa ont tué 3 personnes et en ont blessés 4 autres lors d'une attaque le dimanche 20 novembre à Muswaki²¹, à 70 km à l'ouest de Kalemie, dans la province du Tanganyika. La milice indigène a également incendié des maisons dans cette partie du pays. L'attaque de la milice a entraîné le déplacement d'habitants de la région.

(b) Le conflit entre les Batwa et les Luba a également donné lieu à une autre attaque à Nyemba¹, le 21 novembre, contre un convoi du HCR et de la MONUSCO. Au cours de cette attaque, attribuée aux éléments armés Luba, 2 casques bleus béninois [des troupes onusiennes du Bénin] ont été blessés par des flèches.

²¹ Notez que certains noms de lieux ont plusieurs orthographes contradictoires, par exemple Miswaki / Muswaki et Nyemba / Niemba

c) Environ 30 personnes, dont plusieurs sont des enfants, ont été tuées lors d'une nouvelle attaque (le 23 novembre) attribuée aux «populations indigènes pygmées» dans la région de Muswaki¹, à l'ouest de Kalemie. Le massacre a été confirmé par plusieurs habitants fuyant la zone troublée. Le porte-parole de la MONUSCO, Félix Prosper Basse, a déclaré que la situation était « très inquiétante » en raison du conflit entre les communautés non-indigènes Luba et Batwa dans le triangle formé par les localités Mitwaba - Manono – Pweto [loin au sud].

Date : Le 20 décembre 2016

Lieu : Territoire de Manono, province du Tanganyika

Résumé : Selon des sources gouvernementales, les affrontements entre la Batwa contre la police nationale et les forces armées nationales congolaises, auraient créer 5 morts et 181 blessés.

Source : Le rapport a été rédigé à partir de diverses sources, notamment l'administrateur du territoire de Manono, des hôpitaux locaux, des personnes en contact avec les communautés Batwa touchées et Radio Okapi (la source de nouvelles de l'ONU en RDC).

Description : Le 21 décembre 2016, il a été signalé que la veille (20 décembre 2016), vers 4 heures du matin, des affrontements se sont produits entre Batwa et la Police nationale congolaise en liaison avec les FARDC (forces armées nationales), dans la province de Katanga (Tanganyika), territoire de Manono. Plusieurs personnes sont mortes et blessées selon l'administrateur de ce territoire. De nombreuses personnes ont fui les affrontements vers d'autres lieux et, avec probabilité, sont encore en sécurité. Selon la liste provisoire des victimes de cette confrontation, y compris des hôpitaux, il y aurait eu 5 morts et 98 blessés. Les Batwa, peuples indigènes, ont fui loin des communautés situées autour du centre du territoire de Manono, emmenant avec eux les victimes blessés soigner avec des médicaments traditionnels.

Le 7 janvier 2017 (deux semaines et demie plus tard), le gouvernement provincial du Katanga [province du Tanganyika] a rapporté à Radio Okapi que 181 personnes avaient été blessées dans les deux communautés dû au conflit le 20 décembre 2016, seulement sur le territoire de Manono. Le gouvernement provincial dit qu'il va prendre soin de tous les blessés.

Date : Le novembre et décembre 2016 (aperçu des incidents susmentionnés)

Lieu : Territoires de Nyunzu, Kabalo, Manono et Kongolo; Province du Tanganyika

Résumé : Les victimes Bambuti (Batwa) et Bantou (Luba) du novembre et décembre 2016 sont estimés à 449 morts, 273 blessés graves, 3120 maisons incendiées et des milliers de personnes déplacées.

Source : Le nombre de victimes a été fourni par un groupe de la société civile qui mène des enquêtes sur le terrain dans la région. Les données ont été « fournies par les dirigeants pygmées » ; documents non montrés pour protéger les sources

Description : Les peuples indigènes (Batwa / Bambuti) sont actuellement victimes de conflits de toutes sortes en République Démocratique du Congo. Ceci est le cas de la province du Tanganyika (ex-Katanga), où le conflit entre les Bantous (Luba) et les Batwa et Bambuti autochtones a provoqué plusieurs cas de violation des droits de l'homme (meurtres, incendies de maisons, déplacements forcés de populations,

etc). Ce conflit est plus prononcé dans les quatre territoires de Nyunzu, Kabalo, Manono et Kongolo. Les victimes dans les deux camps (Indigènes/Bambutu et Bantou/Luba) du novembre et décembre 2016 seraient, selon certaines sources, 449 morts, 273 blessés graves, 3 120 habitations incendiées et des milliers de personnes déplacées.

Date : Autour du 9 janvier 2017

Lieu : Territoire de Manono; Territoire de Kabalo; dans les localités de Kasinge, Kadima, Kabula, Katutu, Kashale, Kamubangwa, Kyalo, Ngwena – 40 km de Nyunzu et Kabalo, province du Tanganyika

Résumé : Un nombre inconnu de jeunes Batwa (gardes d'enfants, domestiques et bergers) ont été massacrés par leurs employeurs Bantous (Baluba).

Source : Des informations ont été recueillies par des enquêteurs locaux (en janvier), par plusieurs discussions avec un représentant du gouvernement provincial, et une réunion tenue le 8 mai 2017 entre des responsables des FARDC (forces armées nationales de la RDC) et des Bambutu [Batwa], co-organisé par la MONUSCO. Nous avons également des photos de plusieurs blessés et une déclaration en vidéo d'un dirigeant de Bambutu à l'extérieur du centre de réunion tenue le 8 mai.

Description : Autour du 9 janvier 2017, des membres de la communauté Baluba ont tué de nombreux jeunes indigènes (Batwa / Bambutu) qui travaillaient pour eux, notamment des domestiques, des gardiens de maison et des bergers. Ceci s'est déroulé à 40 km de Nyunzu et Kabalo dans la province du Katanga [aujourd'hui le Tanganyika]. Le contexte était celui des attaques en cours entre les peuples autochtones (Batwa) et Baluba dans les deux territoires de Manono et de Kabalo. De nombreuses personnes ont été tuées ou blessées, ainsi que de nombreuses maisons incendiées. Sur le territoire de Nyunzu, situé à 40 km, le massacre d'adolescents indigènes a été commis par les Baluba car, pendant le conflit en cours, tous les adolescents et adolescentes Bambutu [Batwa] (âgés de moins de 18 ans) ont été enrôlés (par les deux côtés) et forcé de fonctionner comme des espions. Les dirigeants indigènes réclament un programme de démobilisation pour ces jeunes et leur réintégration à tous les niveaux. Les familles touchées se sont réfugiées dans 11 camps de personnes déplacées et environ 230 familles d'accueil, et ne sont que maintenant en train de commencer à revenir.

Date : Le 13 et 14 janvier 2017

Lieu : Les localités de Maseba et Moba, au sud de Kalemie, dans la province du Tanganyika

Résumé : Environ 600 Batwa ont été massacrés et environ 1600 filles et femmes ont été violées dans une période de 24 heures.

Source : Les informateurs ont vérifié ces informations en profondeur auprès de nombreuses sources locales, notamment des responsables des gouvernements provinciaux, des personnes sur le terrain (qui sont disposées à accompagner toute enquête sérieuse au sujet du massacre) et un officier des FARDC qui était sur le terrain et a pu confirmer le massacre. Il y avait aussi un article terriblement inadéquat : <http://www.rfi.fr/afrique/20170116-rdc-lourd-bilan-affrontements-entre-pygmees-bantous-tanganyika>. Cette information a été confirmée par cette enquête faite le janvier 2019.

Description : La nuit du 14 janvier 2017, les Batabwa (peuples Bantous) ont lancé une attaque nocturne contre des peuples indigènes (Batwa et Bambutu) dans la localité de Maseba, près de Moba, territoire de

Kalemie. Plus de 600 personnes indigènes ont été massacrés. Au cours de l'attaque, au moins 1 600 femmes et filles ont été violées par les forces du Batabwa (Bantou) et sont soignées avec des médicaments traditionnels, étant donné que les victimes se trouvent dans la zone de déplacement, dépourvue de centres de santé. Plus de 40 des femmes et des filles qui ont été violées étaient sur le point de mourir au moment de notre premier rapport détaillé sur le terrain (début 2017). Un article de presse inadéquat, publié juste après le massacre du 14 janvier 2017, indique que seulement 24 personnes sont mortes au cours de l'événement décrit. Cependant, il indique également que les forces armées congolaises ont maintenant déployé des renforts sur le territoire de Moba, et que le représentant spécial adjoint de l'ONU, David Gressly pourrait visiter la province en milieu de semaine.

Date : Le 29 avril 2017

Lieu : Près de Taba-Congo, à 22 km au nord de Kalemie, province du Tanganyika

Résumé : Après avoir tué une vache, huit Batwa ont été tués et démembrés par une milice de défense bantoue.

Source : Détails d'un groupe de la société civile local ayant des contacts dans la région; confirmée à la suite par diverses sources sur le terrain à la MONUSCO et l'OCHA dans la région

Description : Après le meurtre d'une vache par des chasseurs Batwa, le 29 avril 2017, 'les éléments locaux de la défense Bantoue' ont organisé une attaque en complicité avec les soldats des FARDC dans leurs communautés, au cours de laquelle ils ont tué 8 Batwa. Ils ont ensuite coupé leurs corps en morceaux, les ramenant dans leur village de Taba-Congo (à 10 km du lieu du massacre) et les montrant en spectacle. Tout cela s'est passé sous les yeux des autorités politiques et administratives de la région. Rien n'a été fait pour la protection des peuples indigènes.

Date : Le 4 juillet 2017

Lieu : Lukwangulu, près de Kalemie, province du Tanganyika

Résumé : 189 personnes Batwa tués dans le camp de déplacés internes de Lukwangulu au nord de Kalemie, ou dans sa proximité, après la mort de 2 Bantous par Batwa

Source : Un récit d'une personne ayant des liens directs avec les communautés indigènes attaqués, qui a compilé la liste de toutes les personnes Batwa tuées le 04 juillet 2017.

Cette information a été confirmée par cette enquête faite le janvier 2019.

<https://actualite.cd/2017/07/04/rdc-nouveaux-affrontements-entre-pygmees-bantous-pres-de-kalemie/>

Description : Selon les nouvelles de 'l'Actualité', des affrontements ont eu lieu à Lukwangulu, une ville située à 14 km au nord de la ville de Kalemie, capitale de la province de Tanganyika, entre des « miliciens pygmées » et le peuple Bantou. Après que des personnes Batwa aient tuées 2 Bantous dans un camp de déplacés internes près de la ville de Kalemie, selon une diffusion en radio d'un journaliste à Kalemie. Selon Rogatien Kitenge, porte-parole de la société civile de la province du Tanganyika, la violence, pour laquelle il n'y a pas encore eu une liste des victimes, ont également forcé de nombreux habitants des quartiers périphériques de Kalemie à s'installer dans le centre-ville.

Selon nos sources ayant des liens directs avec les communautés indigènes (Batwa / Bambuti) attaquées, 189 personnes Batwa ont été tués le 4 juillet 2017, y compris des 77 hommes, des 112 femmes et des

enfants.

Selon notre enquête faite le janvier 2019, les Batwa ont été tués par les Bantous après avoir violées leurs femmes et filles qu'ils utilisaient comme domestiques, garde-bébé et bergers.

Date : Le 16 octobre 2017

Lieu : Localité de Lukuga du Nord sur le territoire de Nyunzu, province du Tanganyika

Résumé : Une attaque systématique des peuples Baluba en coalition avec les Batabwa contre les peuples indigènes Batwa se solda à plus de 187 cas de violence sexuelle à l'égard de filles et de femmes Batwa.

Source : Cette enquête faite le janvier 2019.

Description : Le 16 octobre 2017, dans la localité de Lukuga Nord, dans le territoire de Nyunzu, une attaque systématique des peuples Baluba en coalition avec les Batabwa a été menée contre les peuples indigènes Batwa, qui a donné lieu à plus de 187 cas de violence sexuelle à l'encontre de filles et de femmes Twa en raison de la vengeance des peuples Bantous contre les Batwa. Ceci était à la suite des avertissements selon lesquels les Batwa préparaient une attaque contre les Bantous. Au cours de cette période, des groupes de milices Bantoues ont été impliqués dans 187 affaires de violence sexuelle contre des femmes et des filles Twa.

Date : Le 5 novembre 2017

Lieu : Localité de Moba, province du Tanganyika

Résumé : Une attaque systématique de plus de 263 femmes et filles âgées de 10 à 35 ans ont été victimes de violences sexuelles lors des attaques des Bantous contre les Batwa.

Source : Cette enquête du janvier 2019.

Description : Les données de l'enquête de notre mission montrent que, le 5 novembre 2017, dans la localité de Moba, plus de 263 femmes et filles âgées de 10 à 35 ans ont été victimes de violences sexuelles lors des attaques contre les Batwa. En ce qui concerne les auteurs de ces violences, les statistiques montrent que, parmi les auteurs présumés de violences sexuelles contre des femmes et des filles Twas, les milices Bantoues sont les plus agressifs avec 184 cas (ou 69,9%), suivies par le FARDC (Forces Armées de la République Démocratique du Congo) avec 40 cas (ou 15,3%), viennent ensuite les éléments de la police nationale congolaise avec 27 cas identifiés (ou 10,2%), et en dernier les civils, les autorités locales et les enseignants 12 cas (ou 4,6%).

Date : Le 15 novembre 2017

Lieu : Miswaki, à 15 km de Nyemba/Niemba

Résumé : Assassinats et viols de Batwa commis par Baluba parti du groupe Miketo

Source : Cette enquête du janvier 2019

Description : « ... nous étions dans le village de Miswaki. Mes oncles et mes parents ont été tués par les

Bantous du groupe Miketo à 15 km de Nyemba. À cette date du 15 novembre 2017, nous avons entendu des gens venir avec des sifflets, Malewa. À l'extérieur nous avons vu les Baluba, donc nous sommes partis... »

[NB: Les danses et sifflet Malewa est une forme des danses des groupes de rebelles pour désigner la victoire et terroriser les groupes adverses.]

Date : Au cours des 15 derniers mois (aperçu des incidents de novembre 2017 à janvier 2019)

Lieu : À travers la région (dans les territoires nommés de la province du Tanganyika)

Résumé : Près de 500 000 personnes de la province du Tanganyika ont été forcées de fuir leur domicile à cause de violences graves et de meurtres commis au cours des 15 derniers mois. Les affrontements intercommunautaires auraient entraîné 558 morts, 259 blessés, des milliers de personnes déplacées et des milliers de femmes violées au cours des six derniers mois.

Source : Cette enquête du janvier 2019

###